
Étude sur la situation des Entreprises japonaises implantées en Afrique (Exercice financier 2019)

Mars 2020

Organisation Japonaise du Commerce Extérieur (JETRO)

Département des études internationales

Service du Moyen-Orient et de l'Afrique

Points sur lesquels a porté notre étude cette année

● Conclusions principales de l'étude	3		
● Présentation de l'étude et profils des entreprises ayant répondu	4		
● Pays concernés par l'étude	5		
1. Prévion des résultats d'exploitation et perspectives	6	2. Évolution de l'environnement économique en Afrique	18
Estimation des résultats d'exploitations 2019 (1)	7	Attraits de l'environnement des investissements	19
Estimation des résultats d'exploitations 2019 (2)	8	Risques liés à l'investissement en Afrique (1)	20
Prévion des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (1)	9	Risques liés à l'investissement en Afrique (2)	21
Prévion des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (2) : données par pays et par secteurs	10	Concurrence avec les entreprises de pays tiers (1)	22
Prévion des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (3) : raisons expliquant l'amélioration	11	Concurrence avec les entreprises de pays tiers (2)	23
Prévion des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (4) : raisons expliquant la détérioration	12	Coopération avec les entreprises de pays tiers	24
Perspectives	13	3. Attentes pour l'avenir	25
Nombre d'employés (1)	14	Utilisation des ALE/unions douanières (1)	26
Nombre d'employés (2) : données par pays et par secteurs (personnel local)	15	Utilisation des ALE/unions douanières (2)	27
Nombre d'employés (3) : données par pays et par secteurs (personnel japonais expatrié)	16	< Pour référence > L'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)	28
Positionnement de l'Afrique dans les stratégies internationales	17	Raison de l'implantation en Afrique	29
		Secteurs prometteurs	30
		Pays les plus attractifs (1)	31
		Pays les plus attractifs (2)	32
		Pays les plus attractifs (3)	33

Conclusions principales de l'étude

Alors que les attentes des entreprises vis-à-vis des marchés africains se précisent, 80 % d'entre elles s'y implantent en raison du potentiel entrevu sur ces marchés.

-Un intérêt accru pour le continent avec la tenue de la 7^e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD 7) -

1

[Prévision des résultats d'exploitation et perspectives futures]

Plus de la moitié des entreprises restent bénéficiaires et 60% d'entre elles envisagent d'étendre leurs activités. L'importance de l'Afrique dans les stratégies internationales des entreprises est de plus en plus affirmée.

2

[Un environnement économique en évolution]

Bien que des risques persistent, les entreprises recherchent de nouveaux moyens d'étendre leurs activités, notamment par le biais de la coopération avec les entreprises de pays tiers.

3

[Une attente forte vis-à-vis des perspectives d'évolution des marchés]

80 % des entreprises se sont implantées en raison des perspectives offertes par les marchés. Les attentes sont fortes envers les débouchés pour les produits de consommation, ainsi que l'intégration régionale.

Présentation de l'étude et profils des entreprises ayant répondu

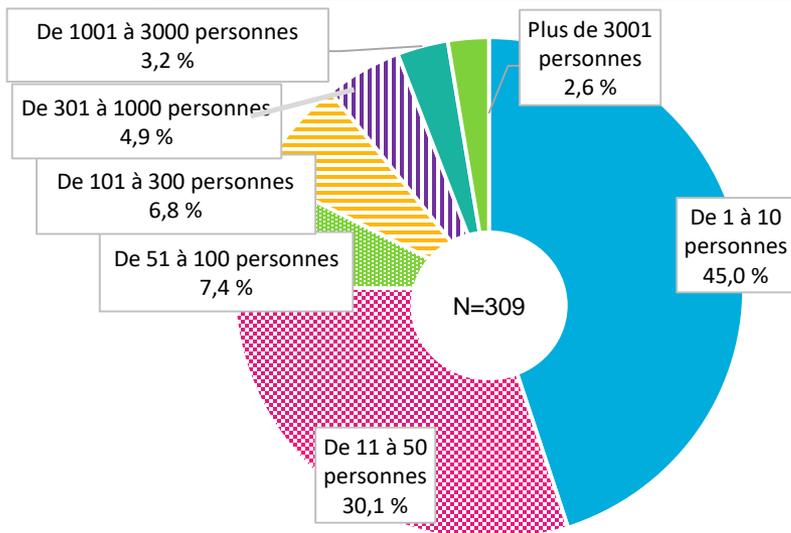
« Étude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique 2019 »

- ◆ Période : Du 24/09 au 25/10/2019
- ◆ Ratio des réponses valides 74,5%
(24 pays concernés, 315 entreprises sur 423 ont répondu)
- ◆ Objet de l'étude : Entreprises japonaises installées en Afrique

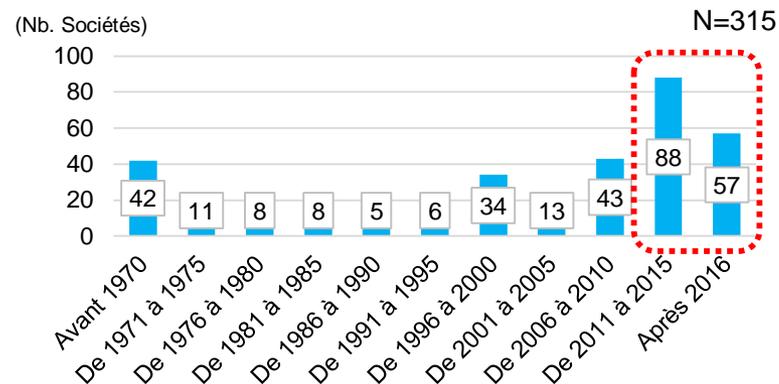
*Les détails figurent sur la page suivante.

* Les entreprises bénéficiant de financements d'une entreprise japonaise sont concernées par l'étude, quel que soit le taux d'investissement ou la présence ou non de personnel japonais expatrié en poste.

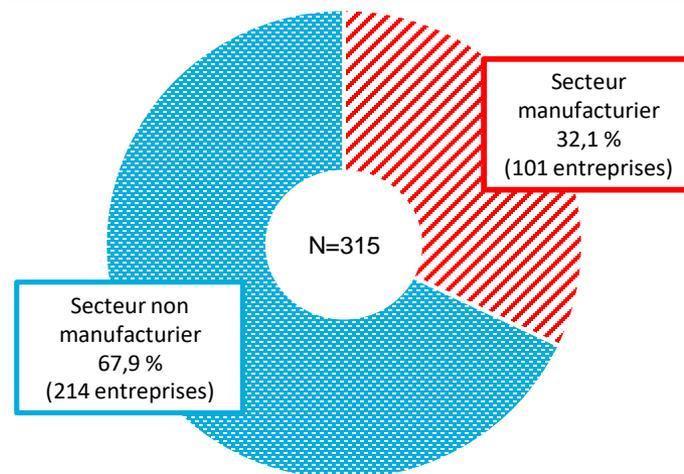
Nombre d'employés : la majorité des entreprises ont un effectif réduit



Année d'implantation : près de la moitié des entreprises se sont implantées après 2011



Secteur d'activité : le tiers des entreprises ayant répondu appartient au secteur manufacturier



24 pays concernés par l'étude, participation de 315 entreprises

	Nombre d'entreprises interrogées	Nombre d'entreprises ayant répondu		Taux de réponses valides
		Nombre de réponses valides (dont secteur manufacturier)	%	
Total	423	315(101)	100	74,5
Afrique du Nord	112	72(29)	22,9	64,3
Maroc	55	35(17)	11,1	63,6
Égypte	45	29(10)	9,2	64,4
Algérie	6	5(1)	1,6	83,3
Tunisie	6	3(1)	1,0	50,0
Afrique de l'Ouest	52	50(15)	15,9	96,2
Nigéria	22	22(8)	7,0	100,0
Ghana	12	12(3)	3,8	100,0
Côte d'Ivoire	12	10(1)	3,2	83,3
Sénégal	5	5(2)	1,6	100,0
Burkina Faso	1	1(1)	0,3	100,0
Afrique de l'Est	85	63(20)	20,0	74,1
Kenya	47	38(10)	12,1	80,9
Tanzanie	13	6(2)	1,9	46,2
Éthiopie	11	10(4)	3,2	90,9
Ouganda	7	4(2)	1,3	57,1
Rwanda	7	5(2)	1,6	71,4
Afrique australe	174	130(37)	41,3	74,7
Rép. d'Afrique du Sud	123	91(28)	28,9	74,0
Mozambique	22	18(4)	5,7	81,8
Zambie	10	6(2)	1,9	60,0
Angola	6	4(0)	1,3	66,7
Madagascar	5	5(0)	1,6	100,0
Malawi	2	2(1)	0,6	100,0
Maurice	2	2(0)	0,6	100,0
Zimbabwe	2	1(1)	0,3	50,0
Namibie	1	1(1)	0,3	100,0
Botswana	1	0(0)	0,0	0,0

Note 1 : le taux de réponses, indiqué en pourcentage (%), est arrondi à la 1re décimale, ce qui explique que le total ne soit pas toujours égal à 100 %. Note 2 : la lettre N indique, dans ce rapport, le nombre de réponses valides (échantillon).

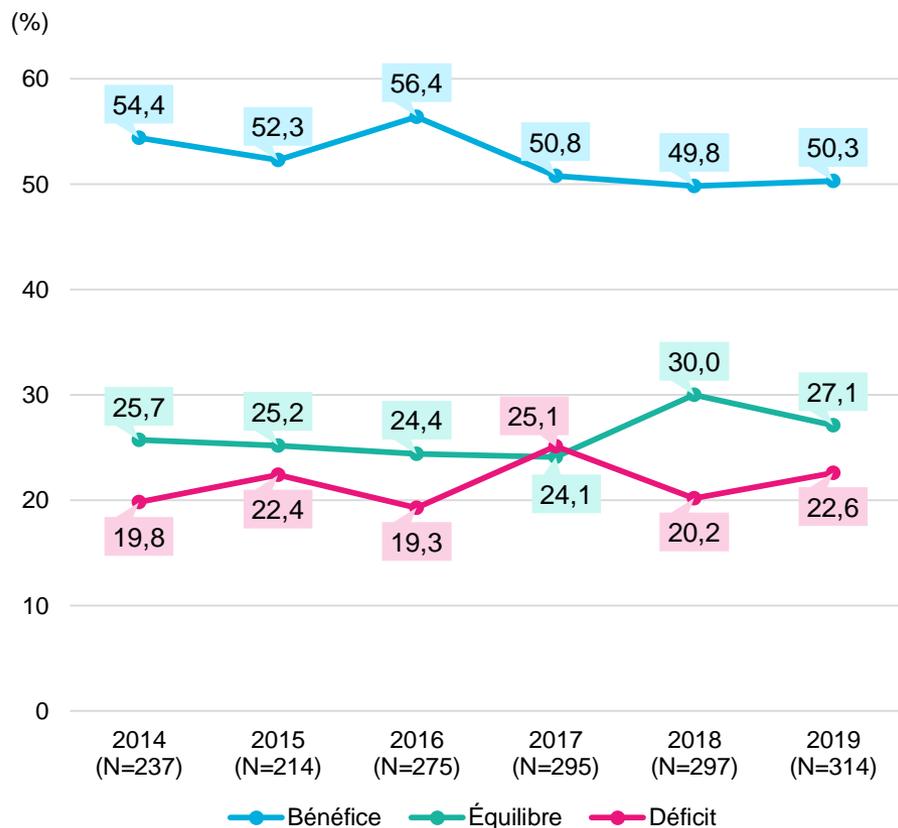
1. Prévision des résultats d'exploitation et perspectives

Estimation des résultats d'exploitation 2019 (1) :

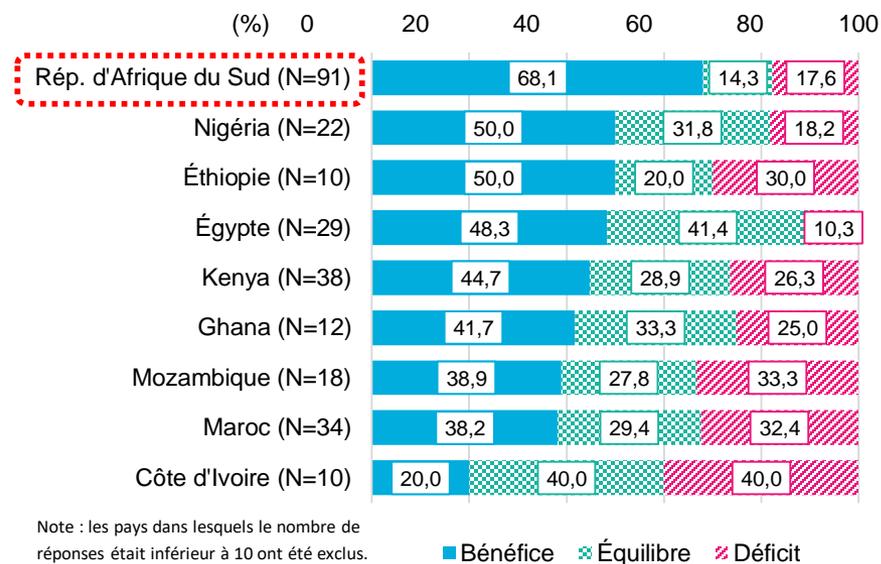
70 % des entreprises implantées en Afrique du Sud continuent à faire des bénéfices et à avoir de bons résultats

- Avec 50.3 %, la proportion d'entreprises ayant répondu avoir un résultat d'exploitation positif a légèrement augmenté par rapport à 2018. A l'opposé, le pourcentage d'entreprises ayant répondu avoir subi des pertes a augmenté de 2,4 points.
- L'Afrique du Sud, le Nigéria et l'Éthiopie sont les 3 pays où plus de 50 % des entreprises sondées réalisent des bénéfices.
- En Côte d'Ivoire, la proportion d'entreprises ayant subi des pertes s'élève à 40 %. Cette proportion est plus élevée que dans les autres pays.

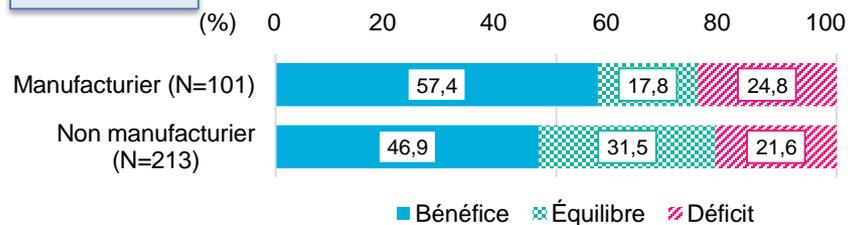
Résultats d'exploitation 2019 (estimation)



Par pays



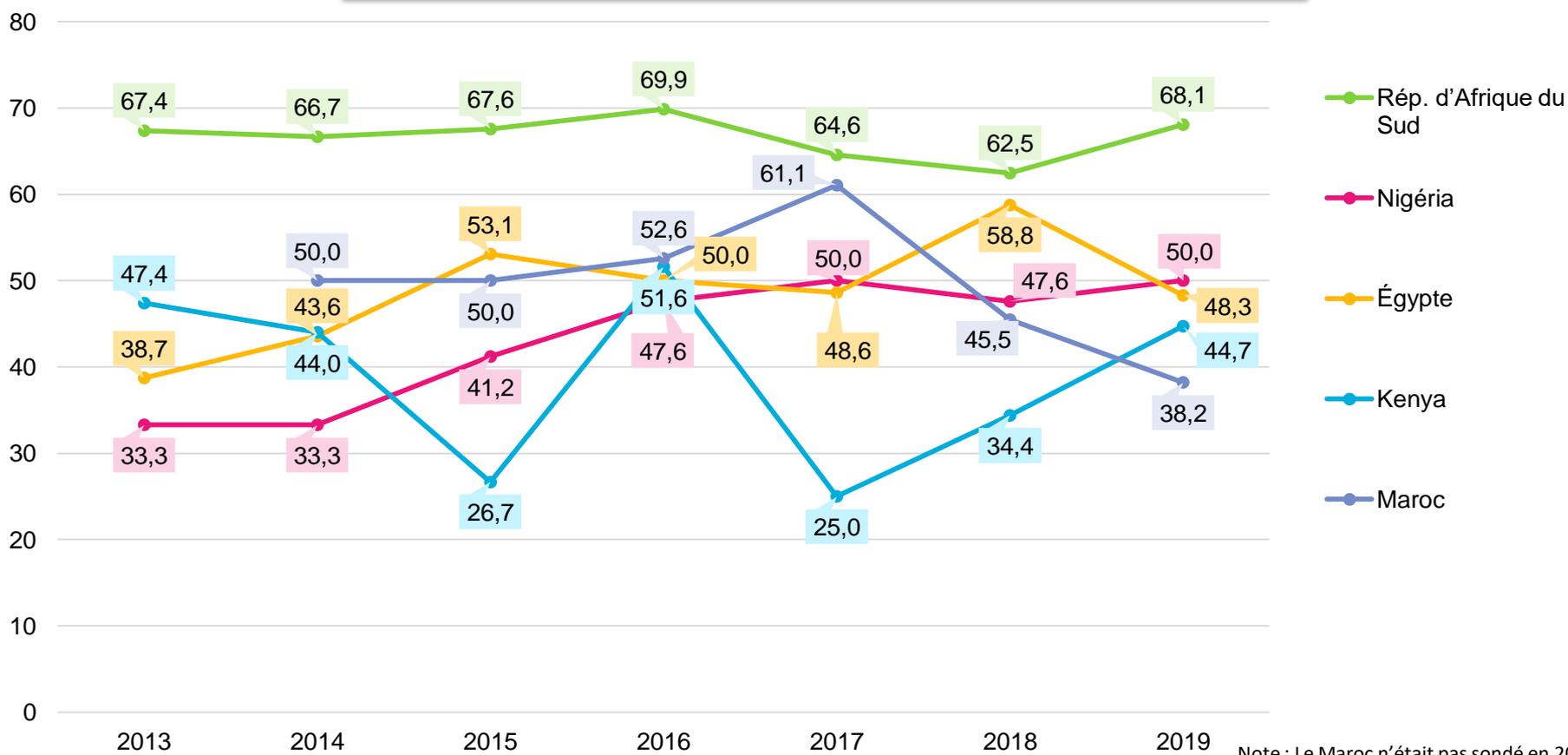
Par secteur



Estimation des résultats d'exploitation 2019 (2)

- Si l'on observe la proportion d'entreprises générant du profit au sein d'un échantillon de marchés majeurs, on remarque que près de 70 % des entreprises implantées en Afrique du Sud y dégagent des bénéfices, un chiffre en nette augmentation par rapport à l'année précédente.
- La plus forte hausse du pourcentage d'entreprises générant du profit est à mettre à l'actif du Kenya, avec plus de 10 points d'augmentation par rapport à l'année précédente. La conjoncture y est particulièrement favorable, 2019 étant la deuxième année consécutive que ce pays enregistre une forte hausse.
- A l'inverse, ce pourcentage a diminué fortement en Égypte, qui avait pourtant enregistré un record l'année dernière. La conjoncture semble enfin défavorable au Maroc, la part d'entreprises générant des profits y diminuant pour la deuxième année de suite.

Évolution de la proportion des entreprises générant des profits dans les principaux pays

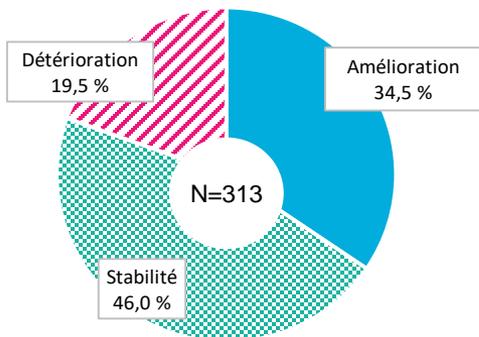


Note : Le Maroc n'était pas sondé en 2013.

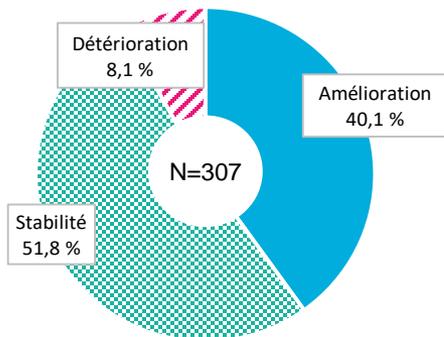
Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (1) : les perspectives d'amélioration pour 2020 sont en hausse

- La proportion des entreprises ayant répondu que leurs prévisions de résultats d'exploitation allaient s'améliorer en 2019 par rapport à l'année précédente était de 34,5 %.
- Pour 2020, cette proportion a augmenté à 40,1 %, laissant présager des conditions favorables.
- Les prévisions de détérioration du climat des affaires pour 2020, à 8,1 %, sont en net recul par rapport à 2019.

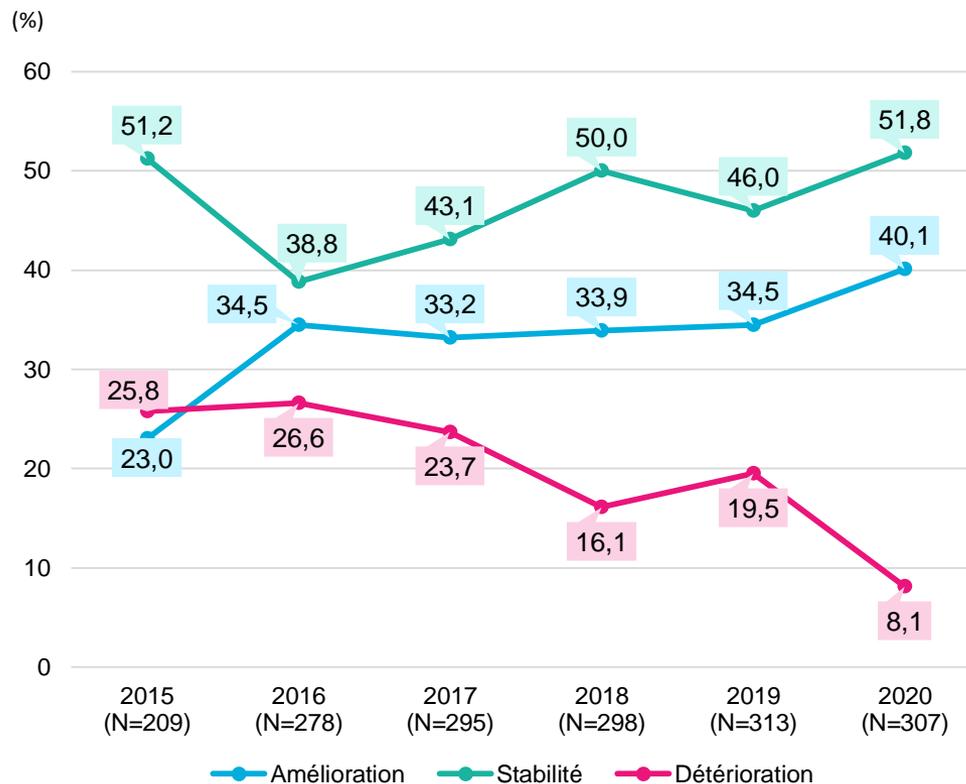
Estimation des résultats d'exploitation 2019 (par rapport à 2018)



Résultats d'exploitation 2020 (prévision)



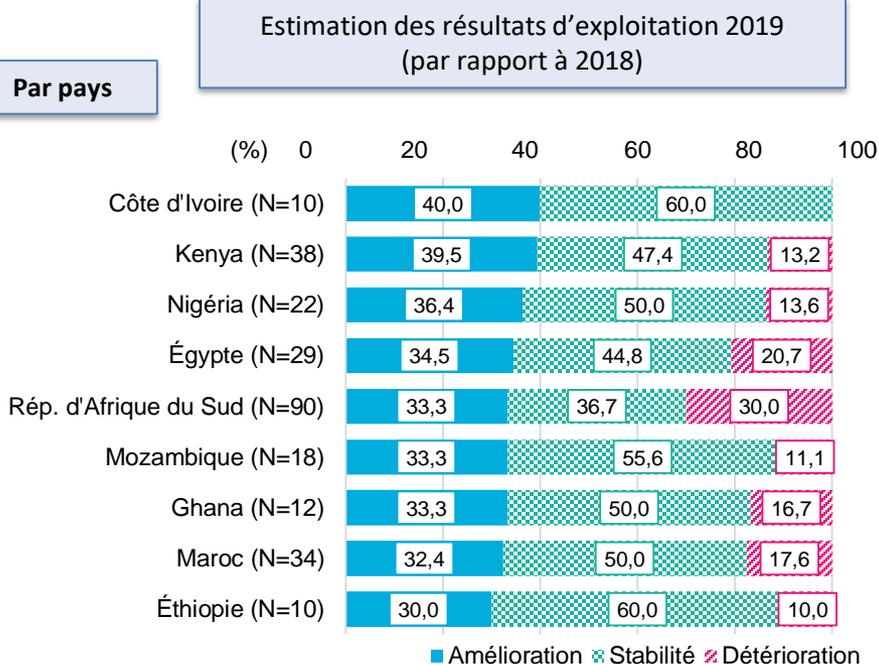
Évolution de l'estimation des résultats d'exploitation



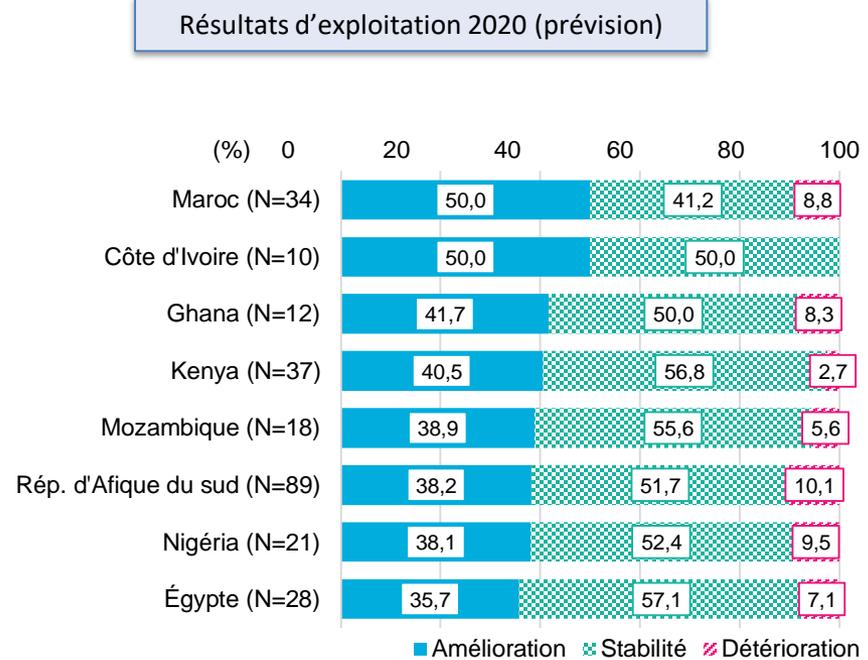
Note : il s'agit d'une estimation de 2015 à 2019, et d'une prévision pour 2020.

Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (2) : données par pays et par secteurs

- Une majorité d'entreprises ont répondu que leurs résultats d'exploitation allaient s'améliorer pour 2019 en Côte d'Ivoire, au Kenya et au Nigéria, tandis que la même réponse a été donnée pour 2020 au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Ghana.

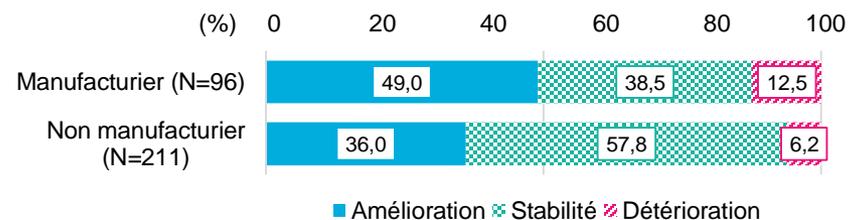
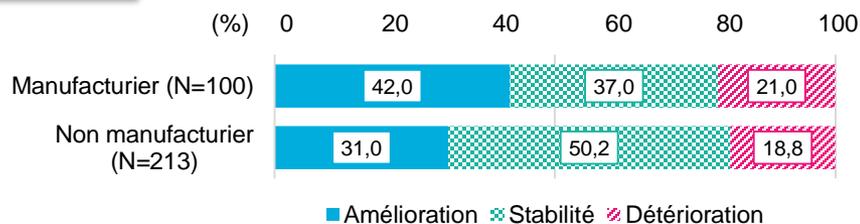


Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

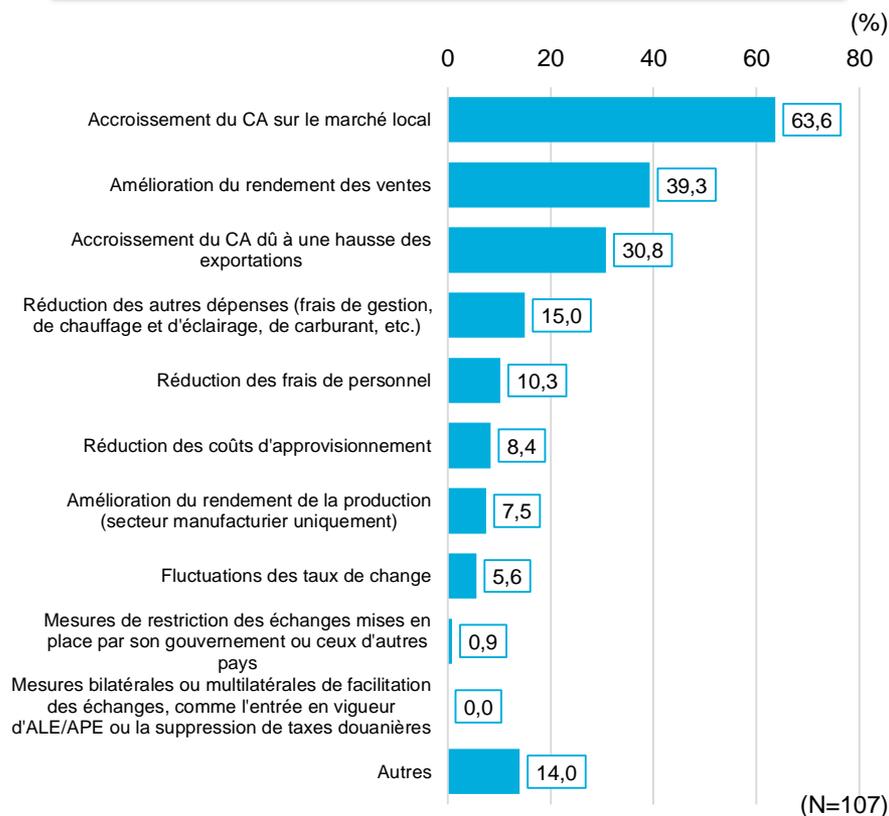
Par secteur



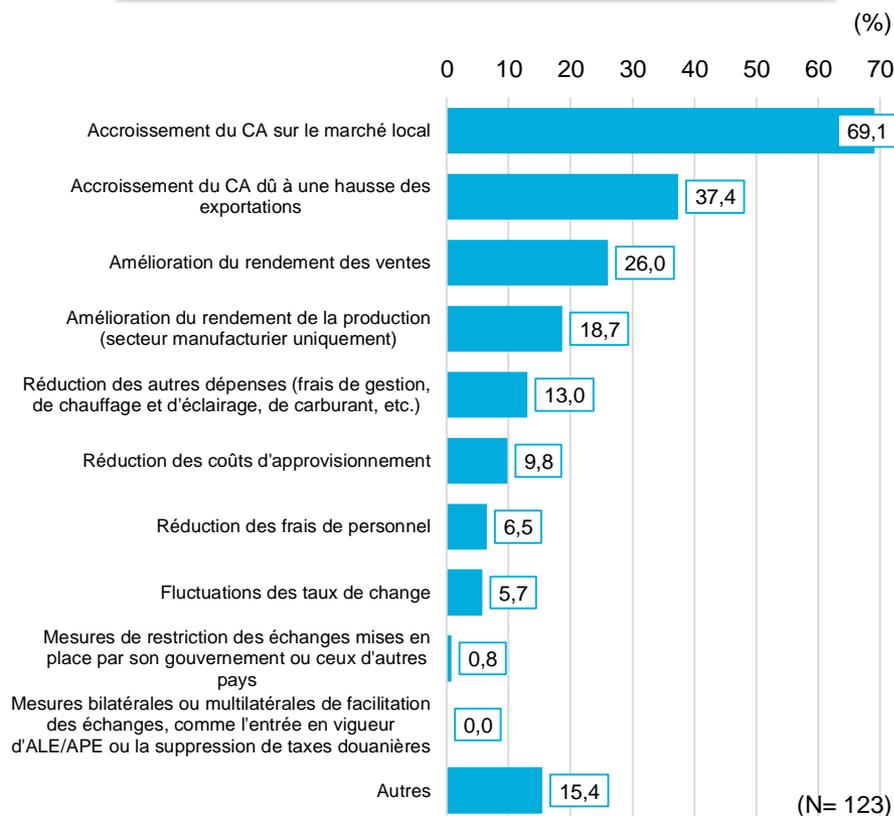
Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (3) : facteurs d'amélioration

- La plus grande cause de l'amélioration des résultats d'exploitation est, comme l'année précédente, l'accroissement du CA sur le marché local.
- L'amélioration du rendement des ventes est citée par 40 % des entreprises, alors que l'accroissement du CA dû à une hausse des exportations est cité par 30 % d'entre elles.
- La proportion de la cause « accroissement du CA sur le marché local » est encore plus élevée qu'en 2019, ce qui montre un espoir de reprise du marché local.

Résultats d'exploitation 2019 (estimation)
Raison expliquant l'amélioration des résultats par rapport à l'année précédente (plusieurs réponses possibles)



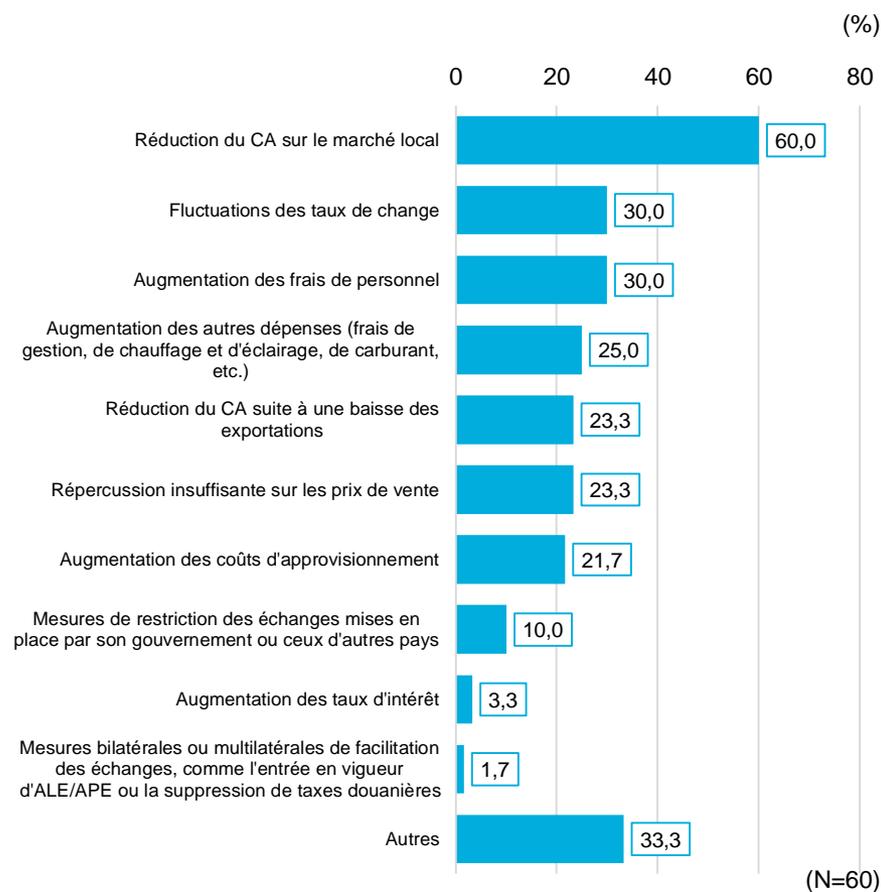
Résultats d'exploitation 2020 (prévision)
Raison expliquant l'amélioration des résultats (plusieurs réponses possibles)



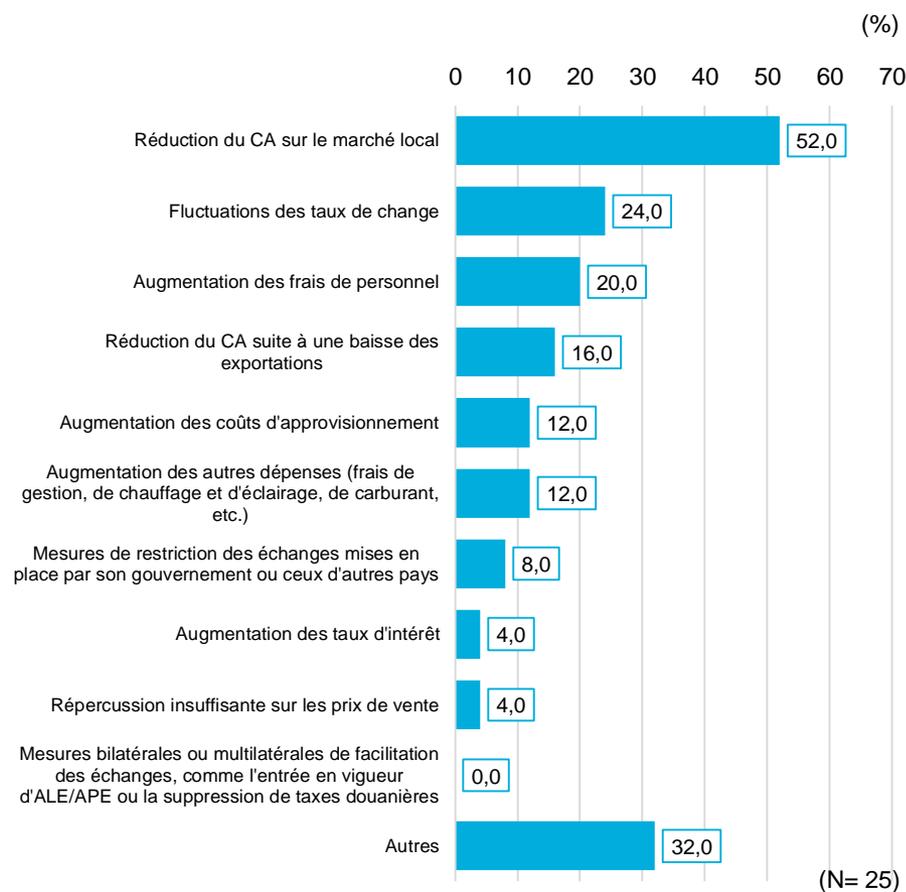
Prévision des résultats d'exploitation (par rapport à l'année précédente) (4) : facteurs de détérioration

- Le plus grand facteur ayant un impact négatif sur les prévisions des résultats d'exploitation est en 2020 comme en 2019 la réduction du CA sur le marché local. Viennent ensuite les fluctuations des taux de change et l'augmentation des frais de personnel.

Résultats d'exploitation 2019 (estimation)
Raison expliquant la détérioration par rapport à l'année précédente (plusieurs réponses possibles)



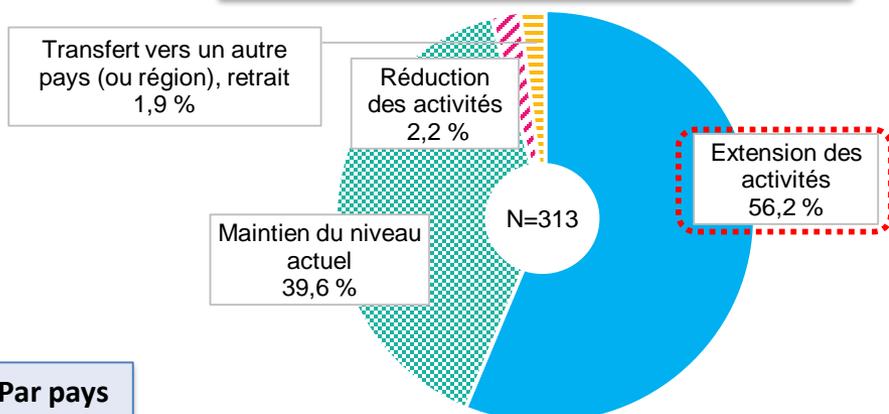
Résultats d'exploitation 2020 (prévision)
Raison expliquant la détérioration (plusieurs réponses possibles)



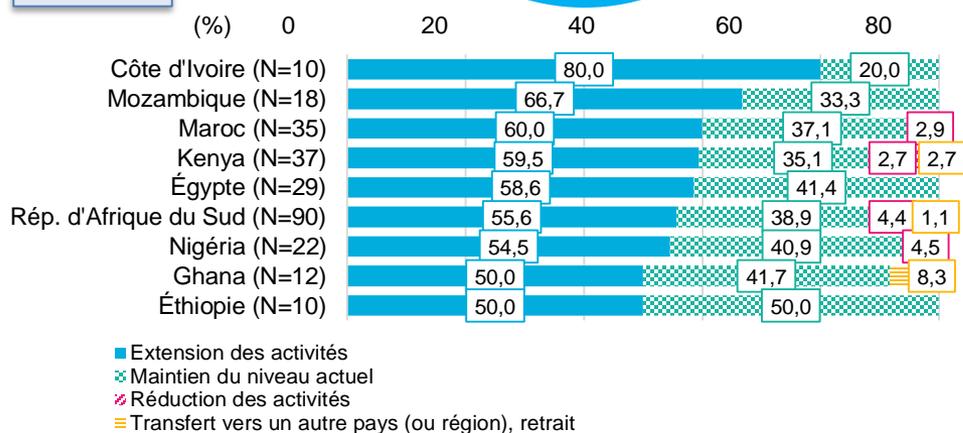
Perspectives : les entreprises souhaitant étendre leurs activités sont majoritaires pour la 6^e année consécutive.

- Environ 56 % des entreprises ont répondu vouloir étendre leurs activités dans un délai d'un ou deux ans. Ce taux a ainsi dépassé les 50 % pour la 6^e année consécutive.
- Plus de 95 % des entreprises envisagent d'étendre ou de maintenir leur niveau d'activité actuel, et pensent continuer à investir activement en Afrique.
- La proportion des entreprises envisageant d'étendre leurs activités était particulièrement importante en Côte d'Ivoire, au Mozambique et au Maroc.

Tendances du développement commercial d'ici un ou deux ans

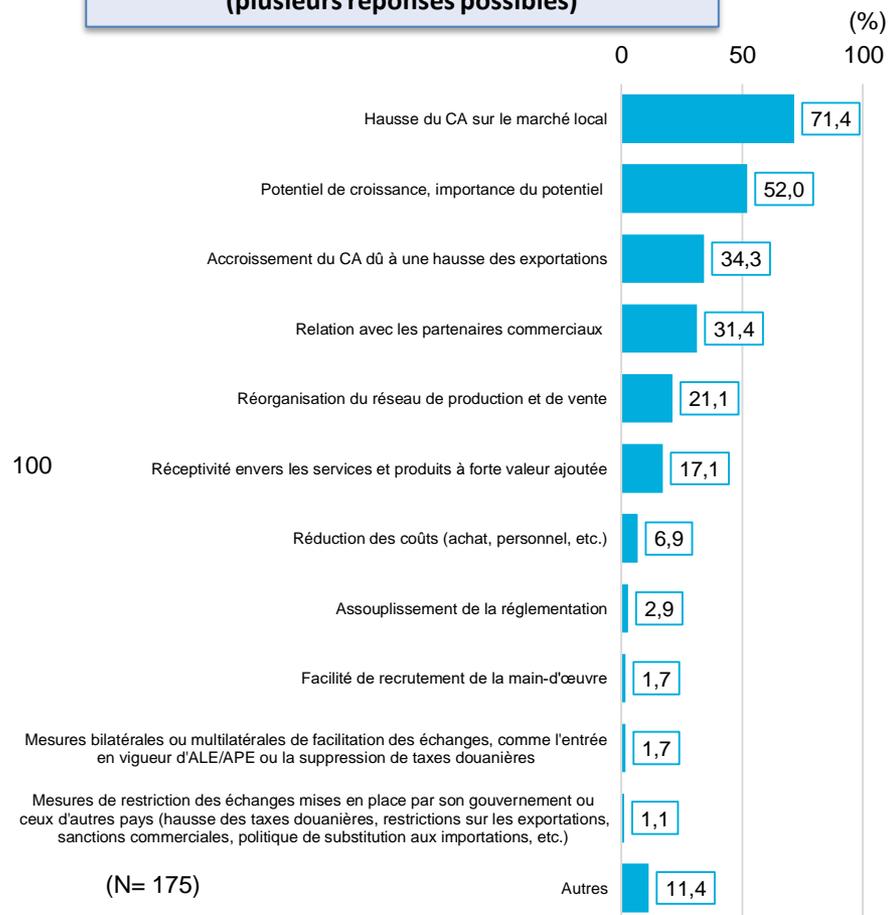


Par pays



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

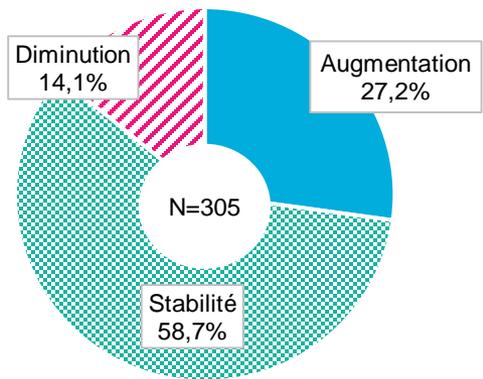
Raison expliquant l'extension de l'activité (plusieurs réponses possibles)



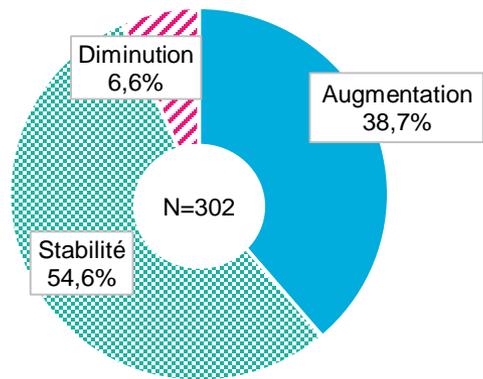
Nombre d'employés (1) : un peu moins de 40 % des entreprises prévoient une augmentation de l'effectif de leur personnel local

- Un peu moins de 30 % des entreprises ont augmenté l'effectif de leur personnel local pendant la dernière année. Environ 40 % des entreprises envisagent d'augmenter l'effectif de leur personnel local, ce qui laisse présager de la croissance.
- Concernant les effectifs de personnel japonais expatrié, les réponses les plus nombreuses étaient « stabilité » ; il n'y a donc pas eu de grandes modifications concernant cet aspect.

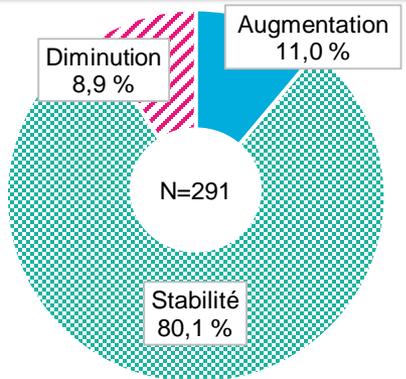
Personnel local : évolution sur la dernière année



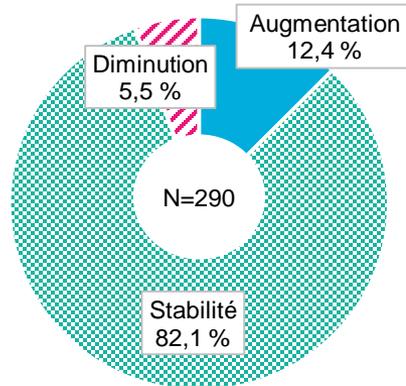
Personnel local : prévisions



Personnel japonais expatrié : évolution sur la dernière année



Personnel japonais expatrié : prévisions

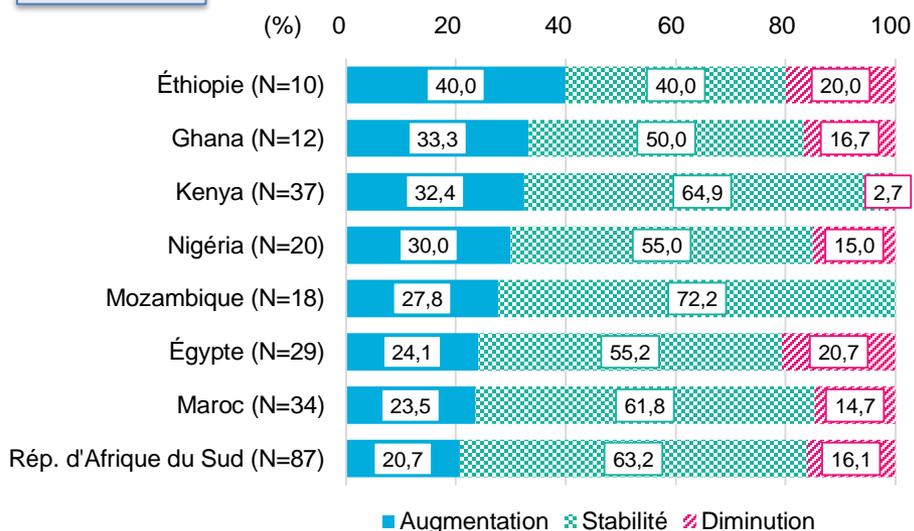


Nombre d'employés (2) : données par pays et par secteurs (personnel local)

- 40 % des entreprises ont augmenté l'effectif de leur personnel local en Éthiopie au cours de l'année passée.
- Plus de 50 % des entreprises au Maroc et au Kenya envisagent une augmentation de l'effectif de leur personnel local.

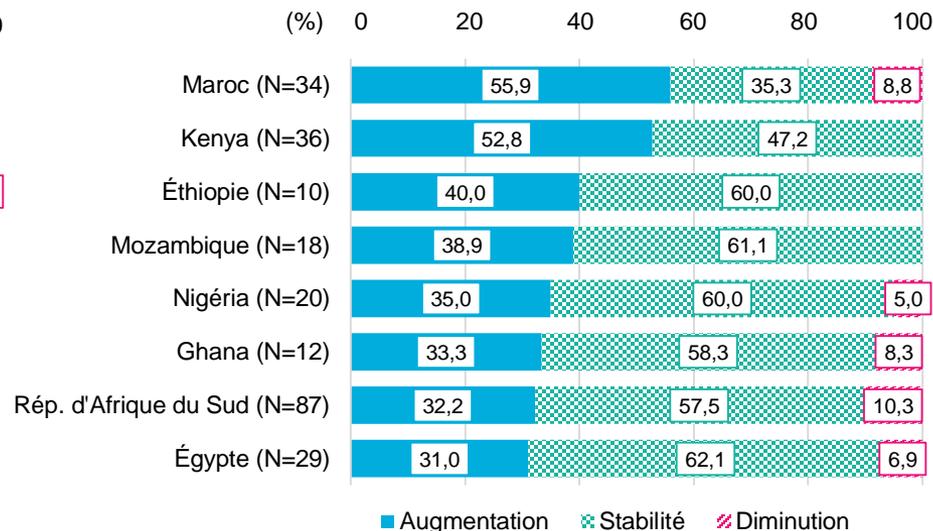
Personnel local : évolution sur la dernière année

Par pays



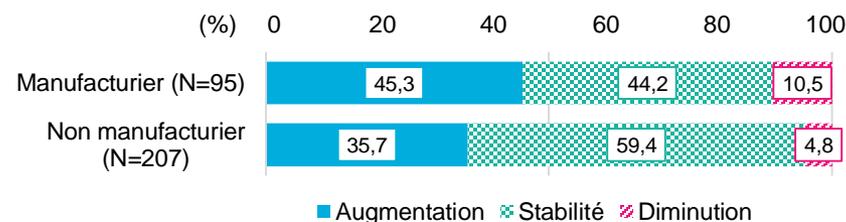
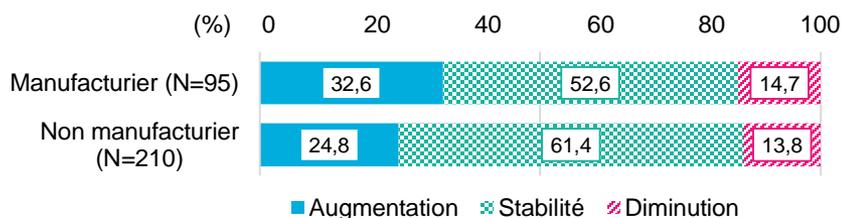
Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Personnel local : prévisions



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

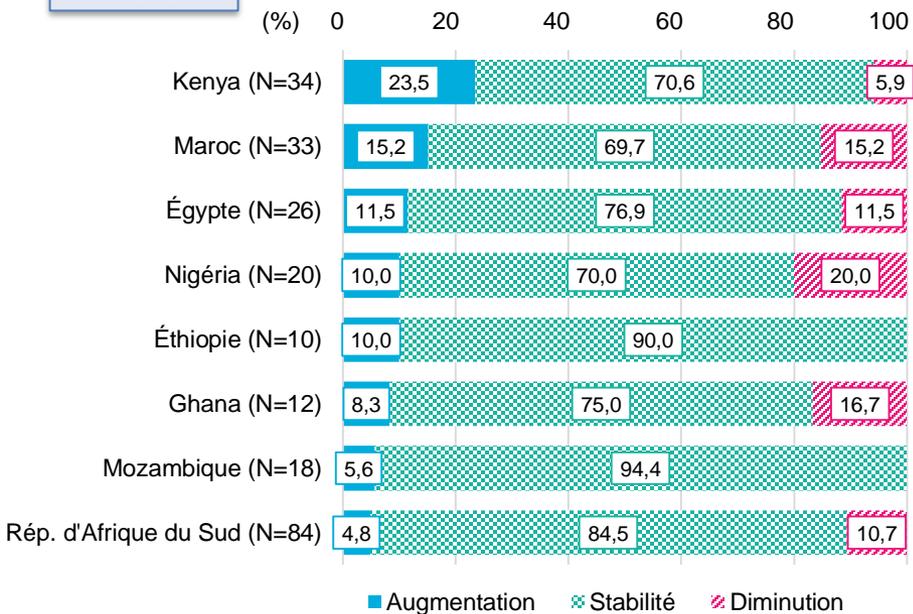
Par secteur



Nombre d'employés (3) : données par pays et par secteurs (personnel japonais expatrié)

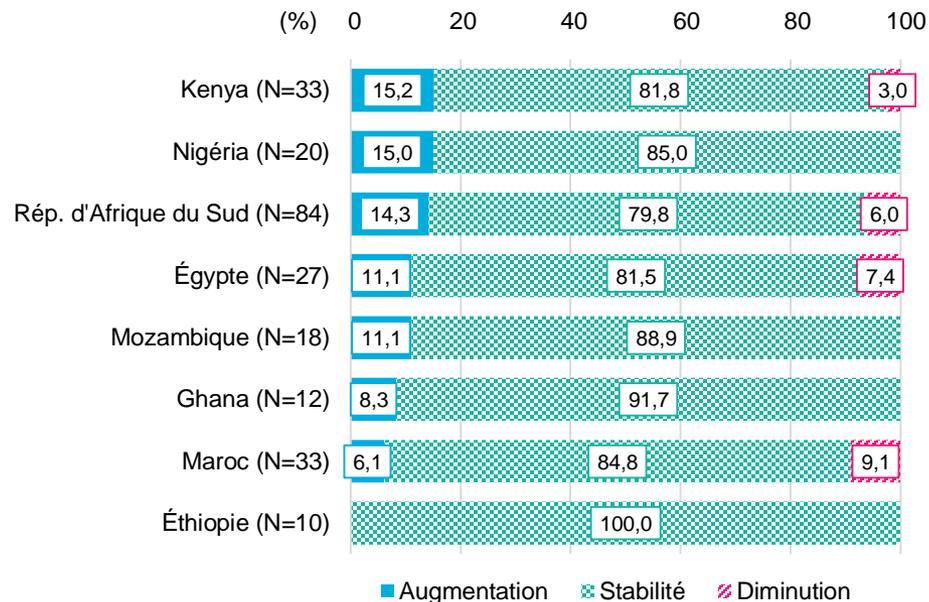
Personnel japonais expatrié : évolution sur la dernière année

Par pays



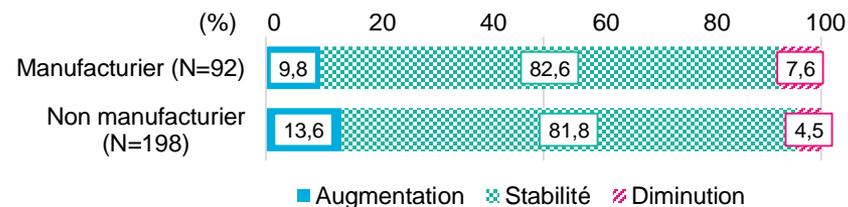
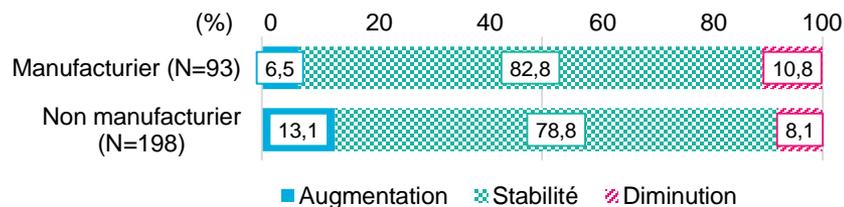
Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Personnel japonais expatrié : prévisions



Note : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

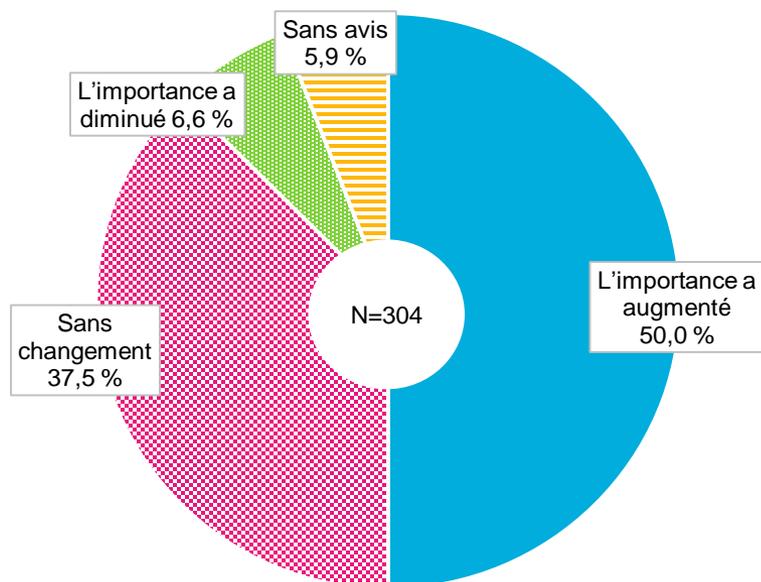
Par secteur



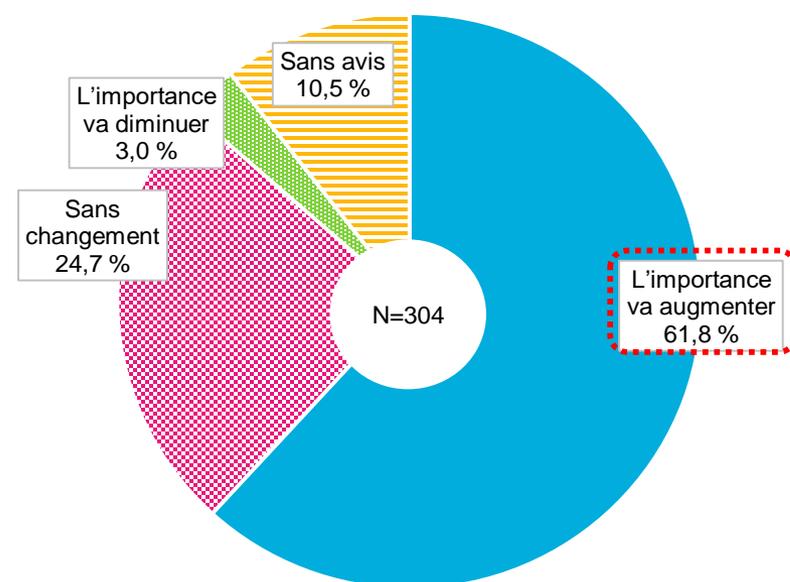
Positionnement de l'Afrique dans les stratégies internationales : plus de 60 % des entreprises considèrent que le continent africain aura une importance croissante

- 50 % des entreprises ont répondu que l'importance de l'Afrique dans leur stratégie avait augmenté par rapport à il y a 5 ans. Elles sont plus de 60 % à déclarer que ce continent deviendra encore plus stratégique au cours des 5 prochaines années. Ces réponses montrent que le poids de l'Afrique ne cesse de s'accroître.

Positionnement par rapport à il y a 5 ans



Positionnement dans les 5 prochaines années

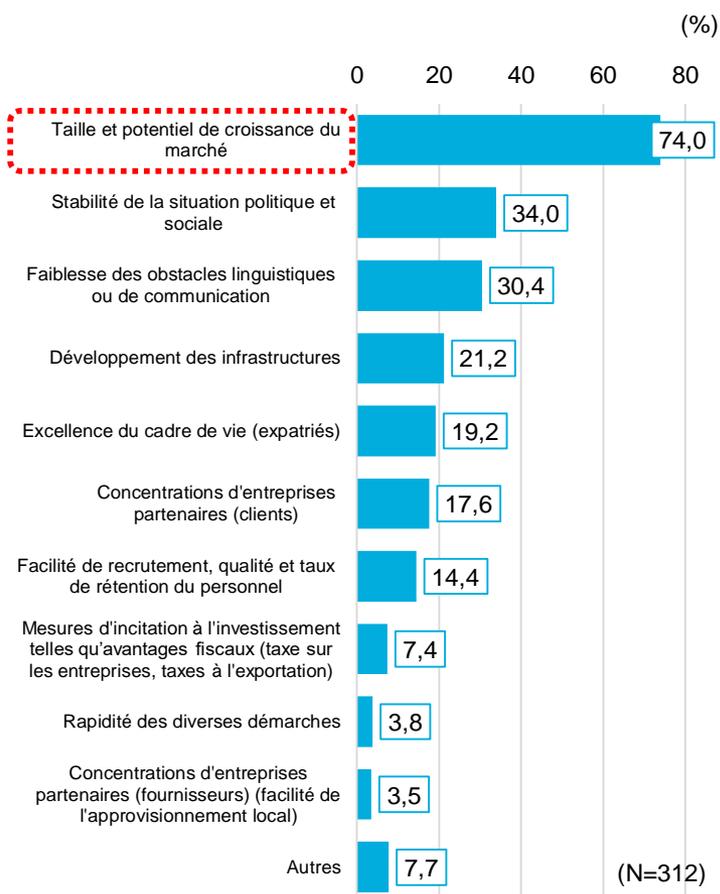


2. Évolution de l'environnement économique en Afrique

Attraits de l'environnement des investissements : de grands espoirs quant à la taille et au potentiel de croissance du marché

- Les 3/4 des entreprises ont répondu que la taille et le potentiel de croissance du marché étaient des atouts.
- Les réponses positives concernant la stabilité de la situation politique et sociale sont bien supérieures à la moyenne au Ghana et au Maroc.

Avantages liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles)



Par pays

(%)	Taille et potentiel de croissance du marché	Stabilité de la situation politique et sociale	Faiblesse des obstacles linguistiques ou de communication	Développement des infrastructures	Excellence du cadre de vie (expatriés)	Concentrations d'entreprises partenaires (clients)	Facilité de recrutement, qualité et taux de rétention du personnel	Mesures d'incitation à l'investissement telles qu'avantages fiscaux (taxe sur les entreprises, taxes à l'exportation)	Rapidité des diverses démarches	Concentrations d'entreprises partenaires (fournisseurs) (facilité de l'approvisionnement local)	Autres
Total (N=312)	74,0	34,0	30,4	21,2	19,2	17,6	14,4	7,4	3,8	3,5	7,7
Nigéria (N=22)	90,9	4,5	9,1	0,0	4,5	9,1	4,5	0,0	0,0	4,5	4,5
Côte d'Ivoire (N=10)	90,0	30,0	10,0	50,0	10,0	20,0	20,0	0,0	0,0	10,0	10,0
Égypte (N=29)	89,7	24,1	13,8	13,8	6,9	20,7	13,8	6,9	10,3	0,0	3,4
Kenya (N=37)	83,8	27,0	67,6	16,2	32,4	8,1	10,8	0,0	0,0	2,7	8,1
Rép. d'Afrique du Sud (N=90)	73,3	16,7	42,2	24,4	22,2	30,0	10,0	8,9	2,2	2,2	3,3
Mozambique (N=18)	72,2	33,3	5,6	22,2	5,6	5,6	5,6	5,6	0,0	11,1	27,8
Éthiopie (N=10)	70,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	30,0
Ghana (N=12)	66,7	91,7	50,0	16,7	33,3	16,7	8,3	8,3	8,3	0,0	8,3
Maroc (N=34)	64,7	79,4	17,6	26,5	14,7	17,6	23,5	17,6	2,9	8,8	2,9

Note 1 : les parties ombrées en bleu correspondent au pourcentage supérieur à la moyenne (à l'ensemble).

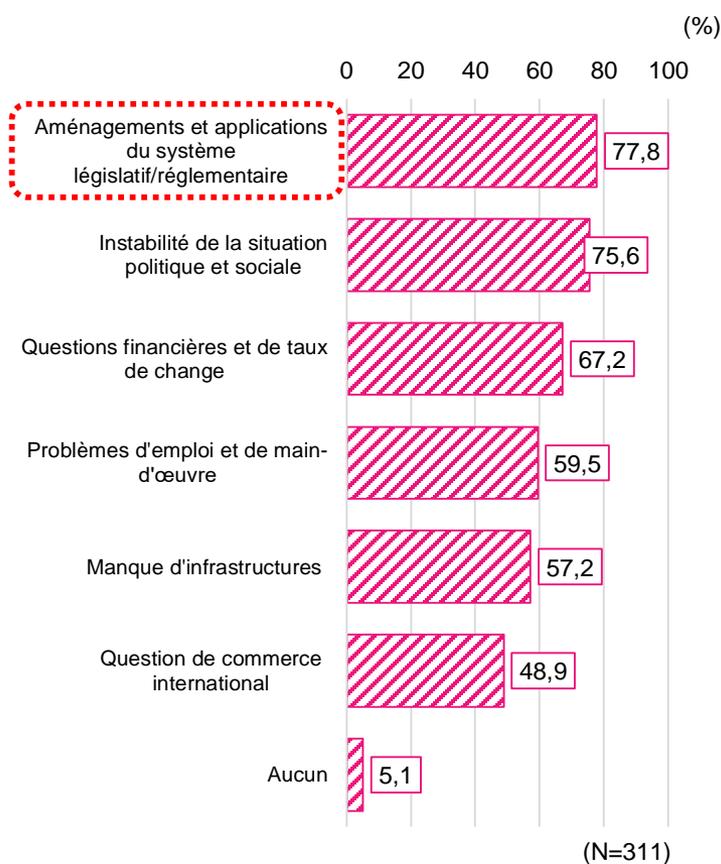
Note 2 : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Risques liés à l'investissement en Afrique (1) :

les risques liés aux aménagements et aux applications du système législatif/réglementaire restent les plus importants, malgré des améliorations.

- Bien que ce pourcentage ait diminué d'environ 10 points par rapport à l'année précédente, les aménagements et applications du système législatif/réglementaire restent des risques pour près de 80 % des entreprises.
- Au Maroc, les pourcentages sont inférieurs à la moyenne pour la plupart des risques.

Risques liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles)



Par pays

(%)	Aménagements et applications du système législatif/réglementaire	Instabilité de la situation politique et sociale	Questions financières et de taux de change	Problèmes d'emploi et de main-d'œuvre	Manque d'infrastructures	Question de commerce international	Aucun
Total (N=311)	77,8	75,6	67,2	59,5	57,2	48,9	5,1
Mozambique (N=18)	100,0	83,3	88,9	72,2	77,8	66,7	0,0
Éthiopie (N=10)	100,0	100,0	90,0	70,0	100,0	90,0	0,0
Nigéria (N=22)	95,5	90,9	72,7	63,6	81,8	68,2	4,5
Ghana (N=12)	91,7	33,3	91,7	50,0	58,3	41,7	0,0
Égypte (N=29)	86,2	82,8	75,9	51,7	58,6	51,7	3,4
Kenya (N=37)	81,1	83,8	43,2	62,2	51,4	45,9	8,1
Côte d'Ivoire (N=10)	80,0	90,0	60,0	60,0	30,0	70,0	0,0
Rép. d'Afrique du Sud (N=90)	66,7	90,0	66,7	68,9	60,0	30,0	2,2
Maroc (N=34)	64,7	32,4	47,1	44,1	23,5	52,9	14,7

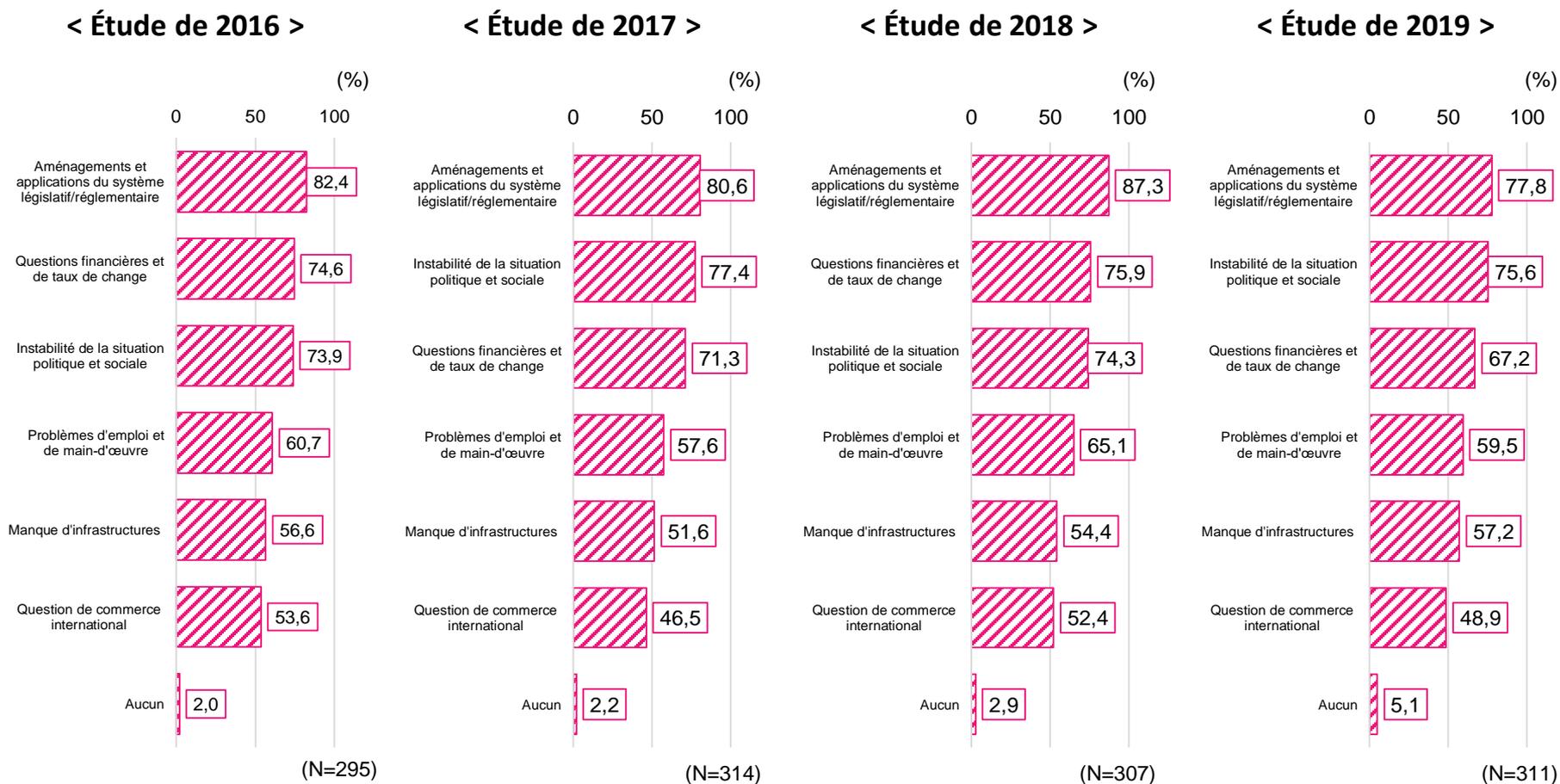
Note 1 : les parties ombrées en rouge correspondent au pourcentage supérieur à la moyenne (ensemble).

Note 2 : les pays dans lesquels le nombre de réponses était inférieur à 10 ont été exclus.

Risques liés à l'investissement en Afrique (2) : quelques améliorations

- Le risque lié aux aménagements et aux applications du système législatif/réglementaire est toujours important, mais est passé sous la barre des 80 % pour la première fois en trois ans. Le risque lié aux questions financières et de taux de change est quant à lui passé pour la première fois sous les 70 %.

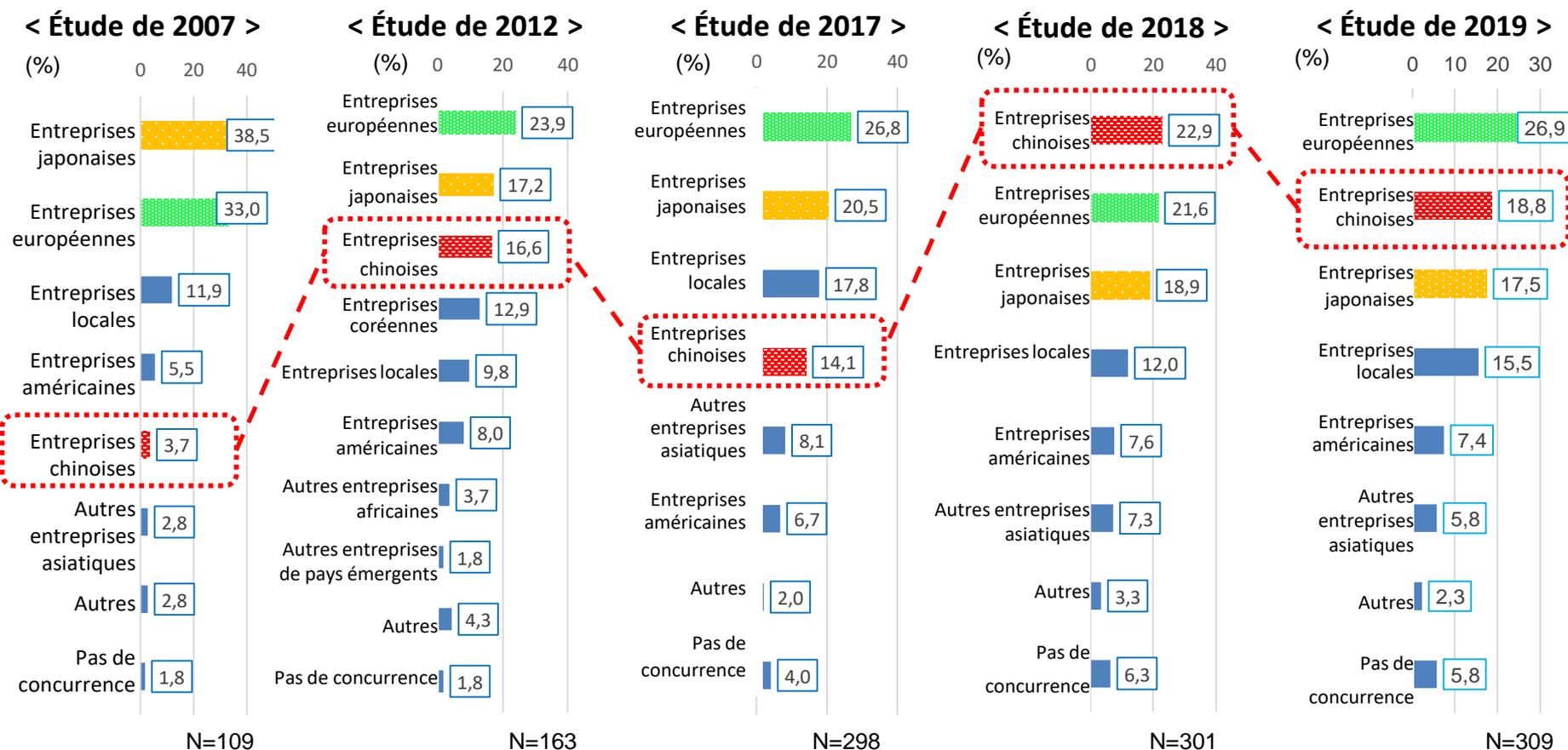
Risques liés à l'investissement (plusieurs réponses possibles)



Concurrence avec les entreprises de pays tiers (1) : les entreprises européennes de retour sur le devant de la scène après une année 2018 difficile

- Les entreprises chinoises ayant perdu environ 4 points par rapport à l'année dernière, ce sont les entreprises européennes qui redeviennent les principales concurrentes après une année passée en seconde place.
- La troisième place est occupée par les entreprises japonaises comme l'année dernière. Les entreprises locales se classent à la 4^e place avec un pourcentage en augmentation par rapport à l'année dernière.

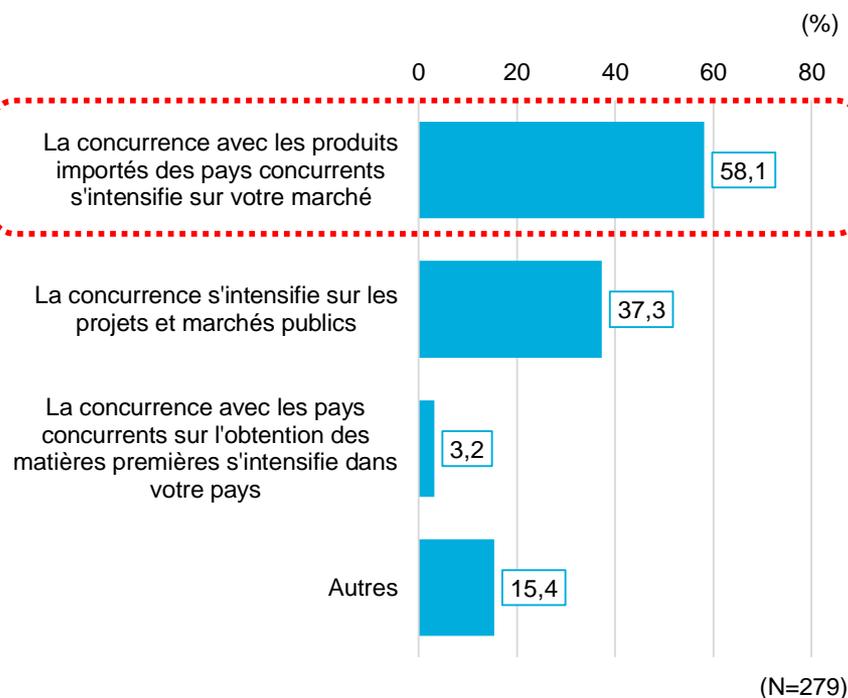
Évolution du pourcentage des entreprises avec lesquelles la concurrence est la plus forte



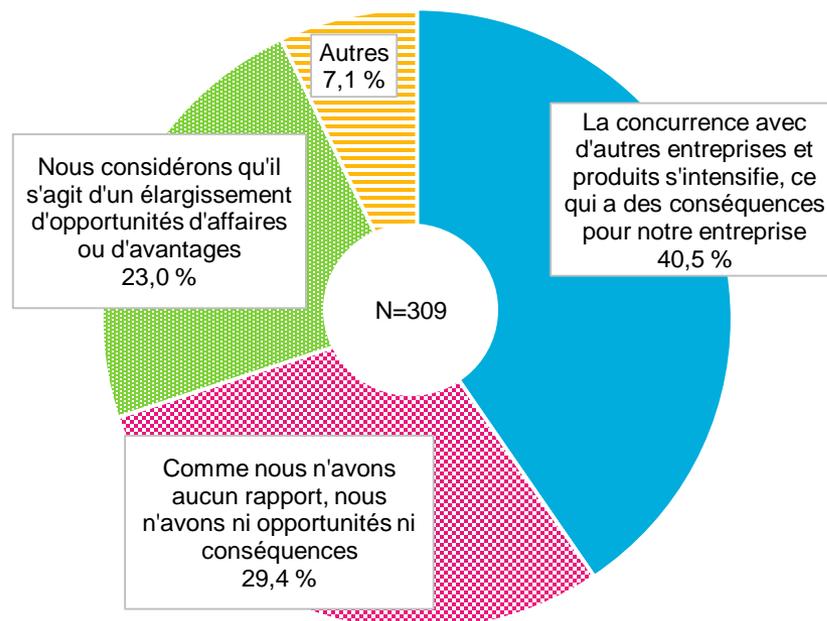
Concurrence avec les entreprises de pays tiers (2)

- Parmi les effets induits par l'activité des entreprises de pays concurrents, l'accroissement de la concurrence dûe aux produits importés est cité par près de 60 % des sondés.
- La Chine est perçue à la fois comme une source de concurrence accrue par 40 % des entreprises, et par plus de 20 % considèrent qu'il s'agit d'opportunités commerciales ou d'avantages.

Effets induits par les entreprises des pays concurrents (plusieurs réponses possibles)



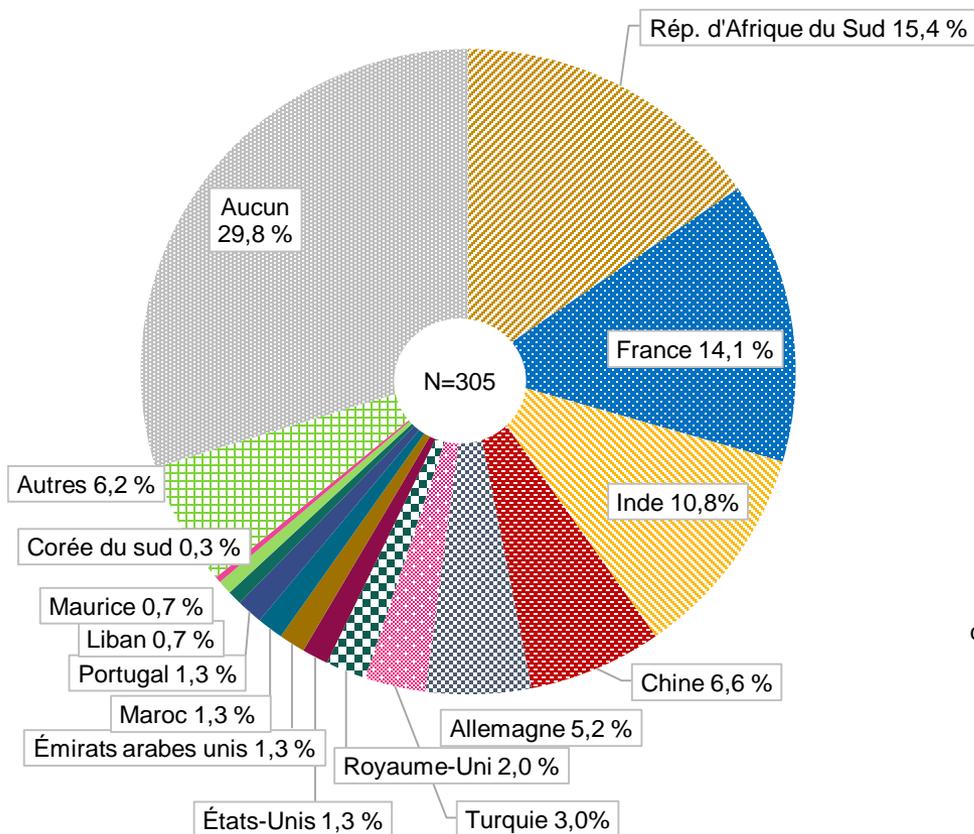
Opinions des entreprises japonaises envers la Chine qui intensifie ses relations économiques avec l'Afrique



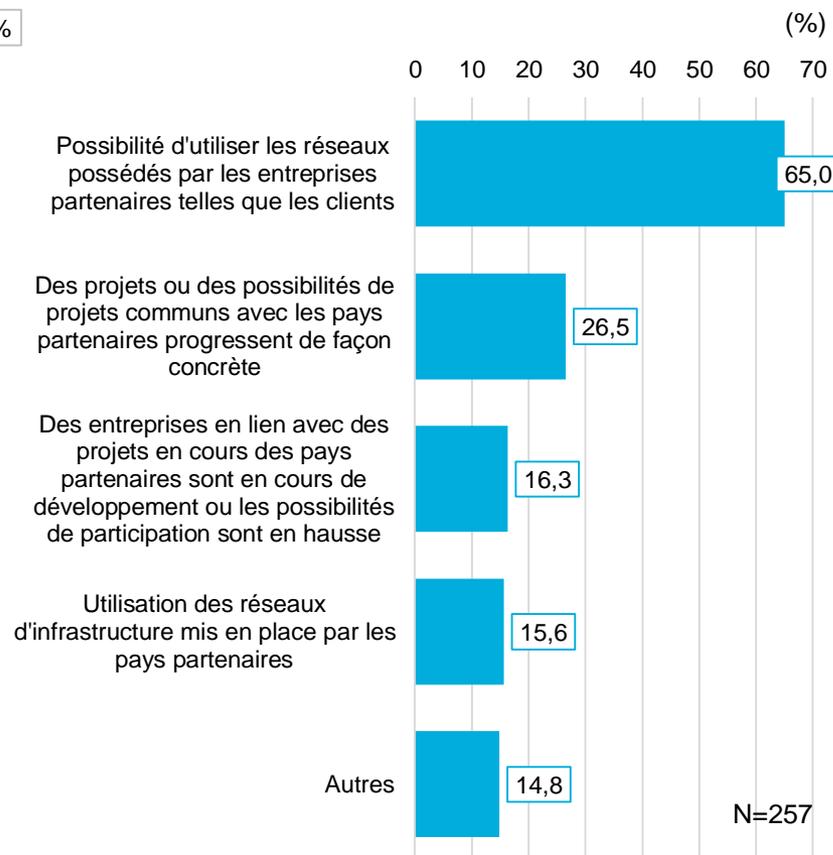
Coopération avec les entreprises de pays tiers : intérêt croissant pour les coopérations avec les entreprises sud-africaines, françaises et indiennes

- Les trois principaux pays partenaires en termes de coopération sont l'Afrique du Sud, la France et l'Inde.
- Le pourcentage des entreprises qui ont répondu « Aucun » passe de 38,3 % l'année dernière à 29,8 % cette année, ce qui montre un intérêt croissant pour la coopération.

Pays partenaires pour des opérations dans des pays tiers



Occasions et avantages (plusieurs réponses possibles)



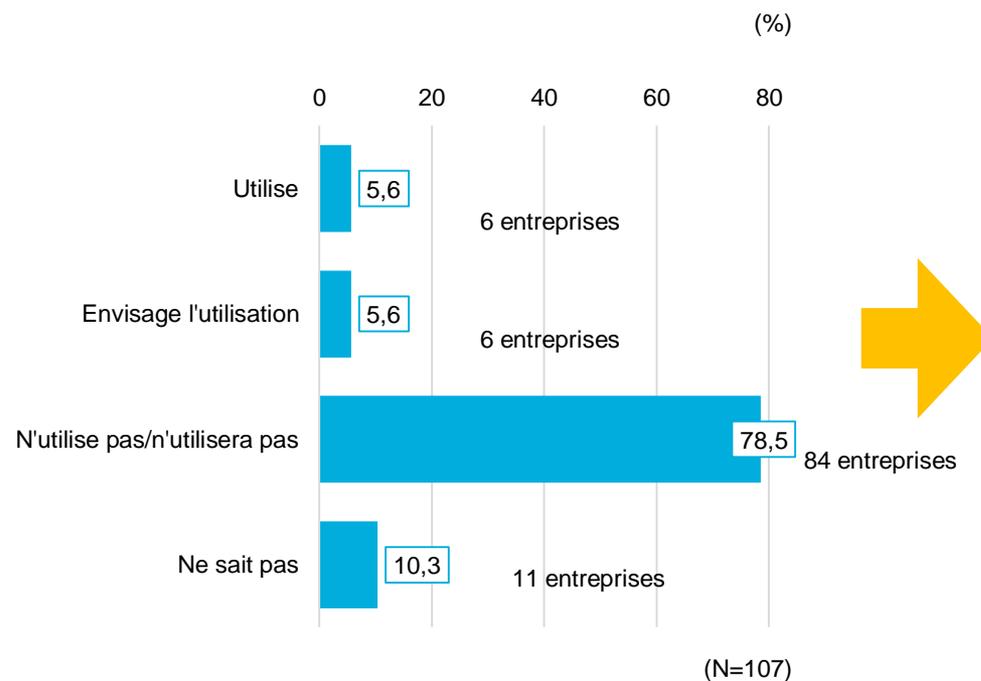
3. Attentes pour l'avenir

Utilisation des ALE/unions douanières (1) : environ 40 % des entreprises les utilisent ou envisagent de les utiliser

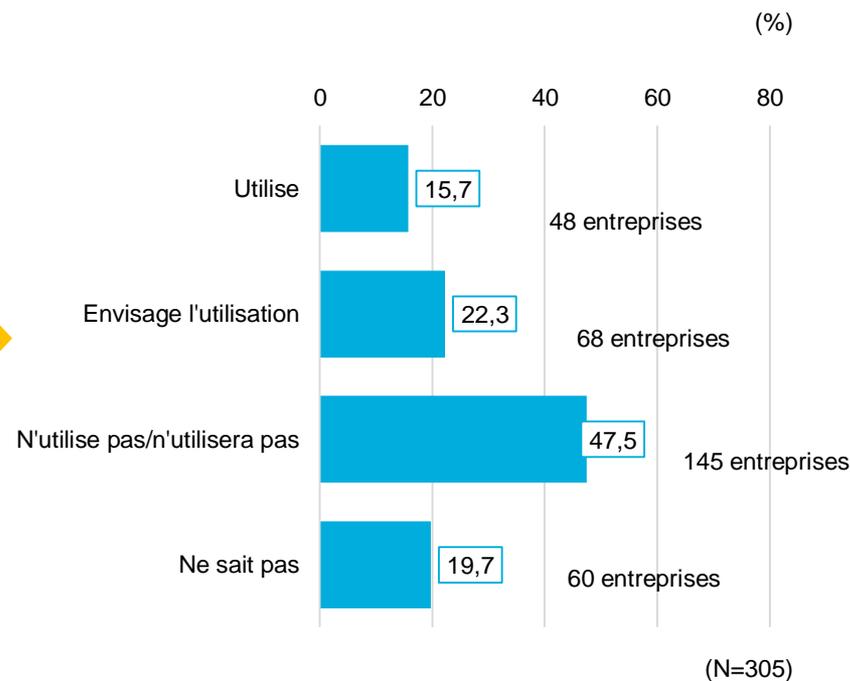
- Le nombre d'entreprises utilisant des ALE/unions douanières a fortement augmenté par rapport à 2007. Ce chiffre atteint presque 40 % si l'on inclut les entreprises qui envisagent de les utiliser.
- L'accord le plus utilisé est la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).
- L'accord qui intéresse le plus grand nombre d'entreprises et qu'elles envisagent d'utiliser est la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF), dont l'accord pour la mise en place est entré en vigueur en mai 2019.

Utilisation des ALE/unions douanières (plusieurs réponses possibles)

< Référence : Étude 2007 >



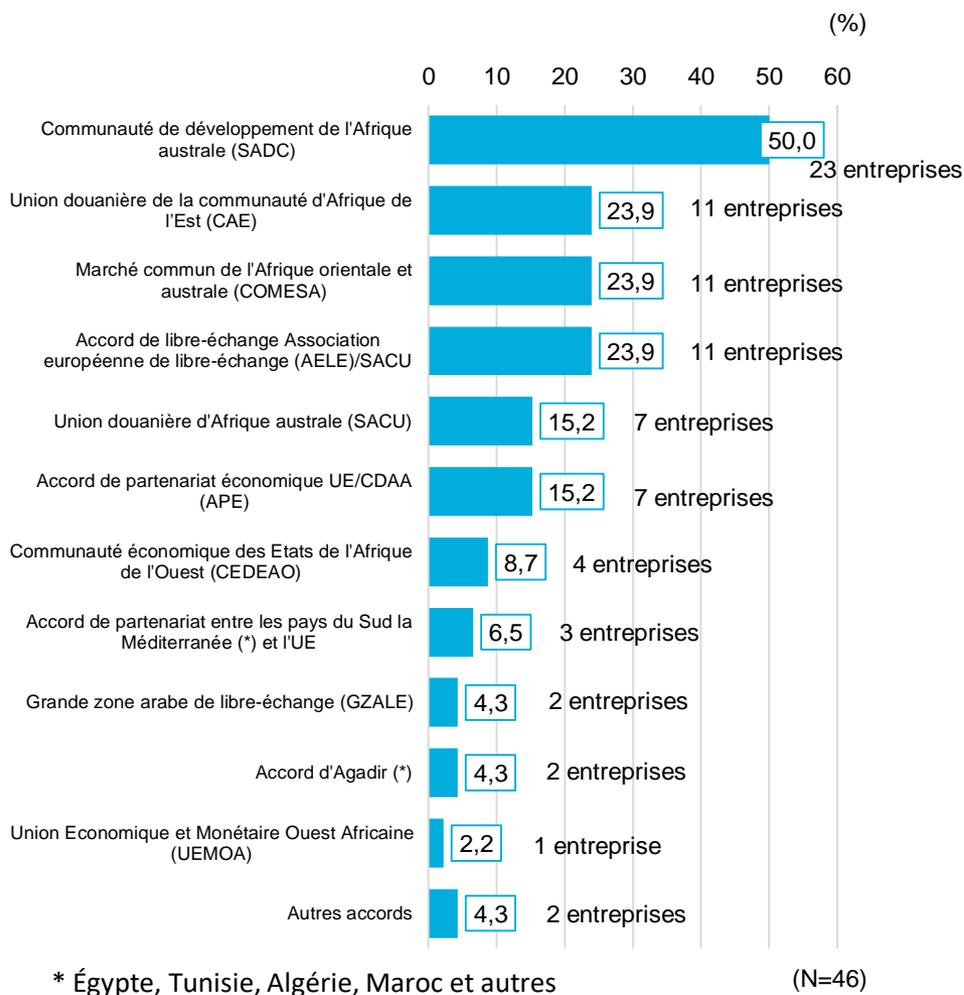
< Étude 2019 >



Utilisation des ALE/unions douanières (2) : grand intérêt pour la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF)

ALE/unions douanières utilisées (plusieurs réponses possibles)

ALE/unions douanières dont l'utilisation est envisagée (plusieurs réponses possibles)



< Pour référence >

L'accord sur la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF)

Qu'est-ce que l'accord sur la ZLECAF ?

- Accord qui prévoit la mise en place d'une zone de libre-échange sur tout le continent africain (zone de libre-échange continentale africaine). L'objectif de cet accord est de créer un marché commun pour les biens et les services et de faciliter les mouvements de capitaux et des personnes.
- Dans le cas où les 55 pays membres de l'Union africaine (UA) ratifieraient cet accord, la ZLECAF deviendrait la plus importante zone de libre-échange de la planète avec une population de plus de 1,2 milliard de personnes et un PIB nominal total de 2215,9 milliards de dollars.
- Les négociations se déroulent en deux phases. La 1^{re} phase a pour objectif d'établir des règles et des procédures pour les échanges de biens et de services et pour la résolution des litiges. La 2^e phase vise à parvenir à un accord concernant les règles de concurrence, l'investissement et la propriété intellectuelle.
- Pour les échanges de biens, un accord a été trouvé pour supprimer les droits de douane sur plus de 90 % des catégories de produit, les droits étant maintenus sur moins de 3 % des produits non concernés par l'accord. Les droits sur les 7 % restant, qui sont des produits dits « sensibles », devront en principe être complètement supprimés dans les 10 prochaines années (13 ans pour les pays les moins avancés).

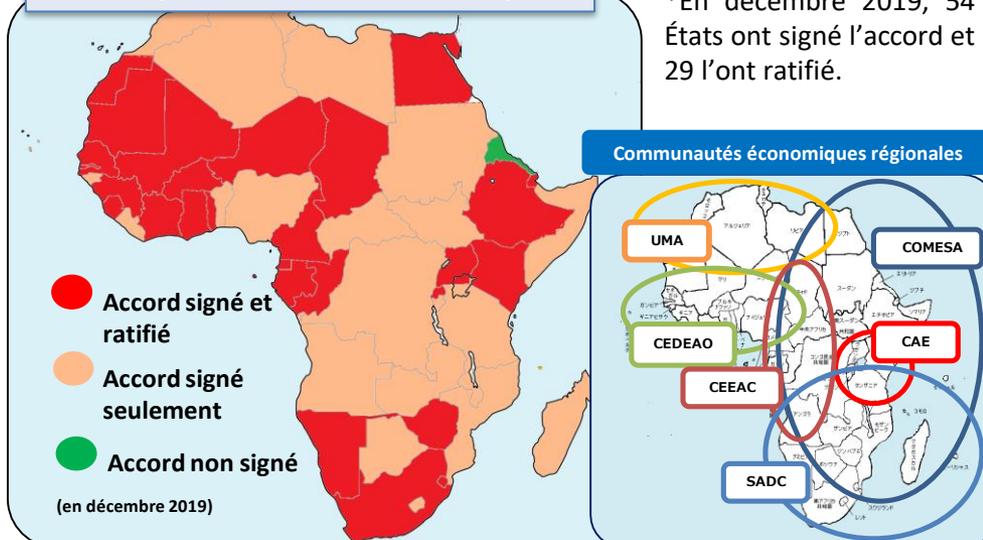
Points non résolus

- L'entrée en vigueur concerne l'accord-cadre de mise en œuvre. Cet accord engage les pays à libéraliser les échanges sur 90 % de leurs produits, mais les réductions des droits de douane ne prendront effet qu'après que les pays ont établi leur calendrier, achevé les négociations et donné leur approbation. L'entrée en vigueur de cet accord-cadre ne signifie pas la suppression immédiate des droits de douane.
- L'accord signé par 54 pays ne sera appliqué que dans les pays qui l'auront ratifié. En outre, les droits de douane étant presque complètement supprimés à l'intérieur des communautés économiques régionales déjà existantes, cette nouvelle libéralisation ne concernera que les échanges entre ces communautés.
- En décembre 2019, seuls 29 pays avaient ratifié cet accord. La date de l'annonce du calendrier de réduction des taxes douanières sur les biens est déjà dépassée, mais les négociations concrètes n'ont pas encore commencé et il est peu probable que cette zone pourra entrer en activité à la date prévue.

Calendrier

Mars 2018	44 pays des 55 de l'Union africaine signent l'accord lors du sommet de l'Union africaine à Kigali, capitale du Rwanda.
30 mai 2019	Le seuil des 22 États ayant ratifié l'accord est atteint et l'accord entre en vigueur.
Juillet 2019	Date d'annonce du calendrier des réductions des taxes douanières sur les biens.
7 juillet 2019	La ZLECAF passe de la phase de préparation à la phase de mise en œuvre lors du sommet de l'Union africaine à Niamey, capitale du Niger.
Décembre 2019 (date de l'étude)	54 États ont signé l'accord (seule l'Érythrée n'a pas signé) et 29 l'ont ratifié.
Février 2020	Date de l'annonce du calendrier concernant les services
Juillet 2020	Activation de la zone (objectif)

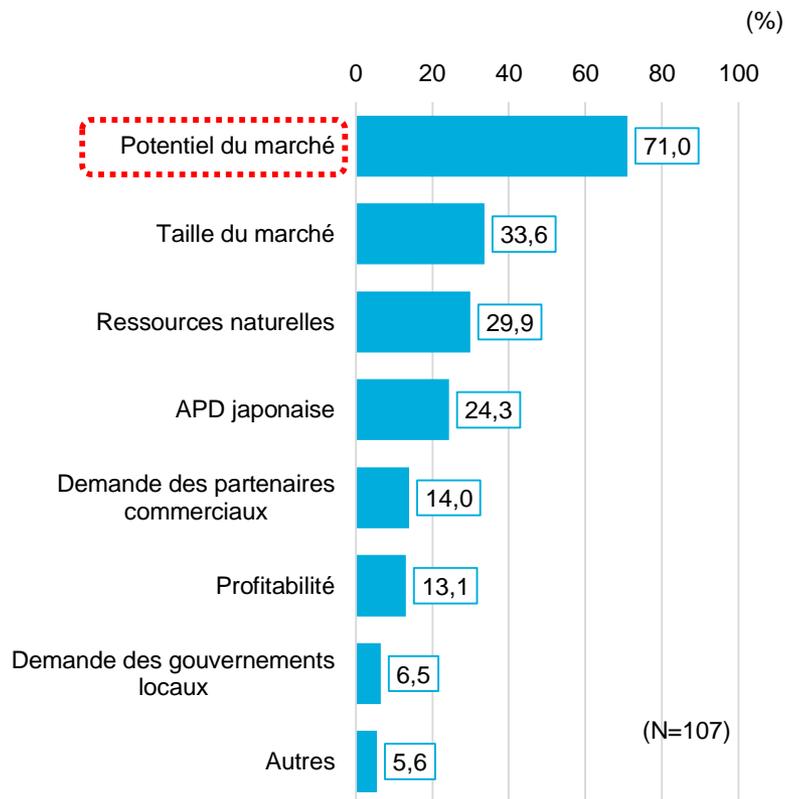
Participation des 55 États d'Afrique



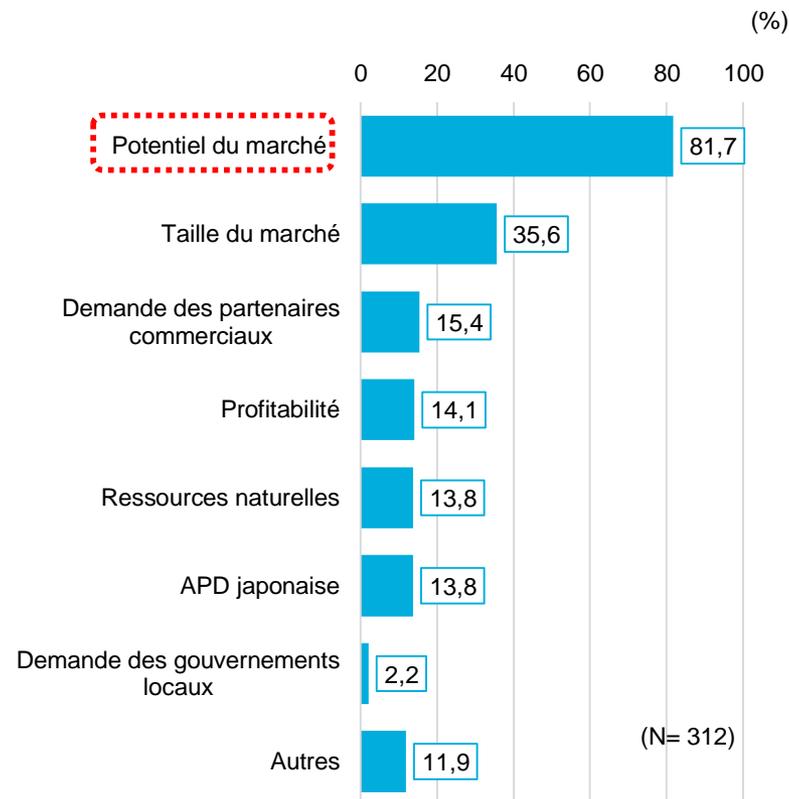
Raison de l'implantation en Afrique : de fortes attentes concernant le potentiel des marchés

- Concernant les raisons de l'implantation, plus de 80 % des entreprises ont mis en avant le potentiel du marché. Cela montre clairement la volonté de ces entreprises de pénétrer de nouveaux marchés.
- Le pourcentage d'entreprises mettant en avant les ressources naturelles et l'aide publique au développement du Japon a très fortement baissé par rapport à 2007.

Référence : Étude de 2007
(plusieurs réponses possibles)



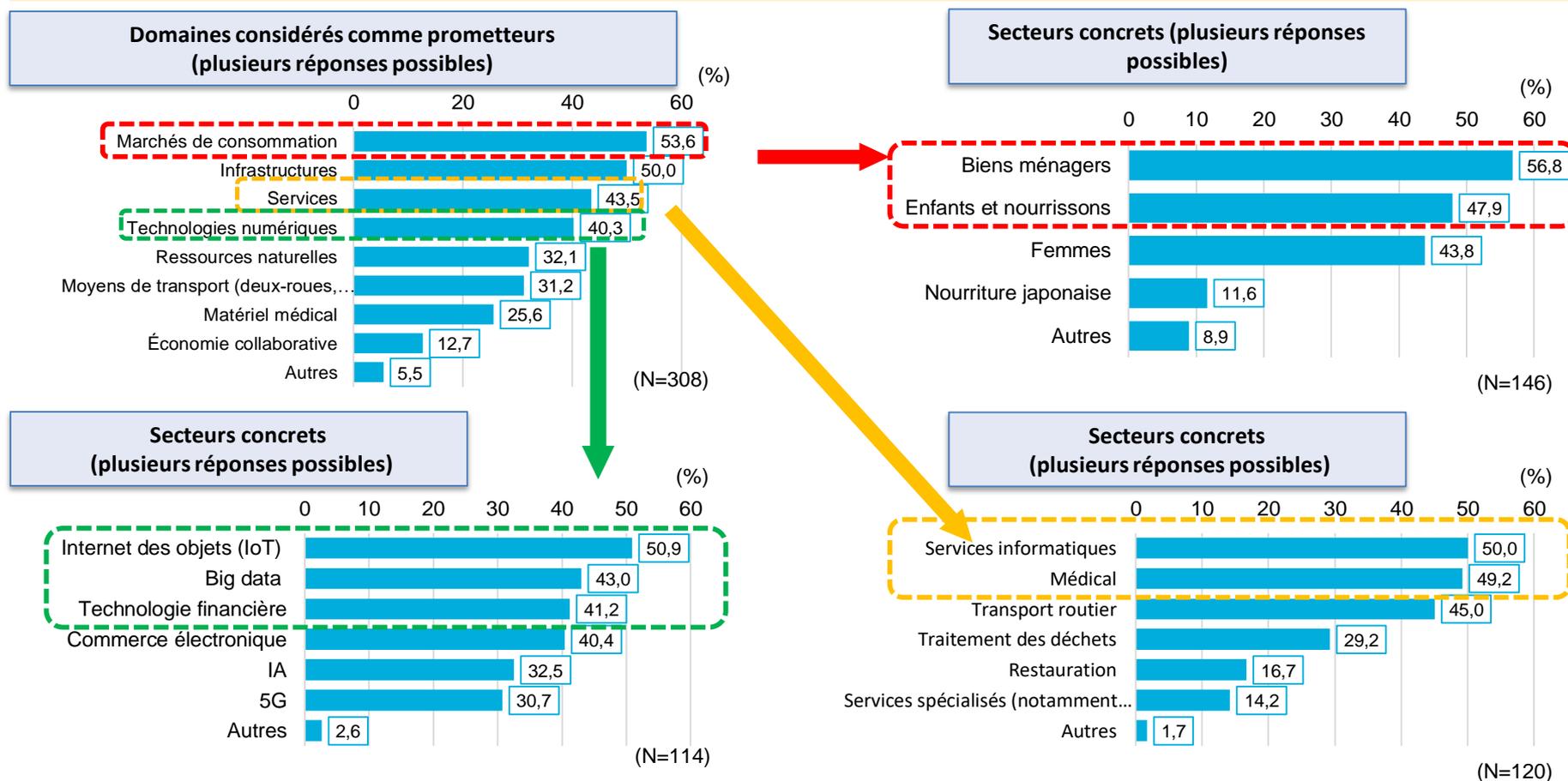
Étude de 2019
(plusieurs réponses possibles)



Secteurs prometteurs :

Intérêt croissant pour les marchés de produits de consommation, notamment les biens ménagers

- Les marchés des produits de consommation sont le secteur le plus prometteur, suivi par les infrastructures et les services.
- Dans le secteur des services, une très forte attention est portée sur les services informatiques et le médical.
- Pour le secteur des technologies numériques, l'attention se porte notamment sur l'Internet des objets (IoT), le big data et les technologies financières.

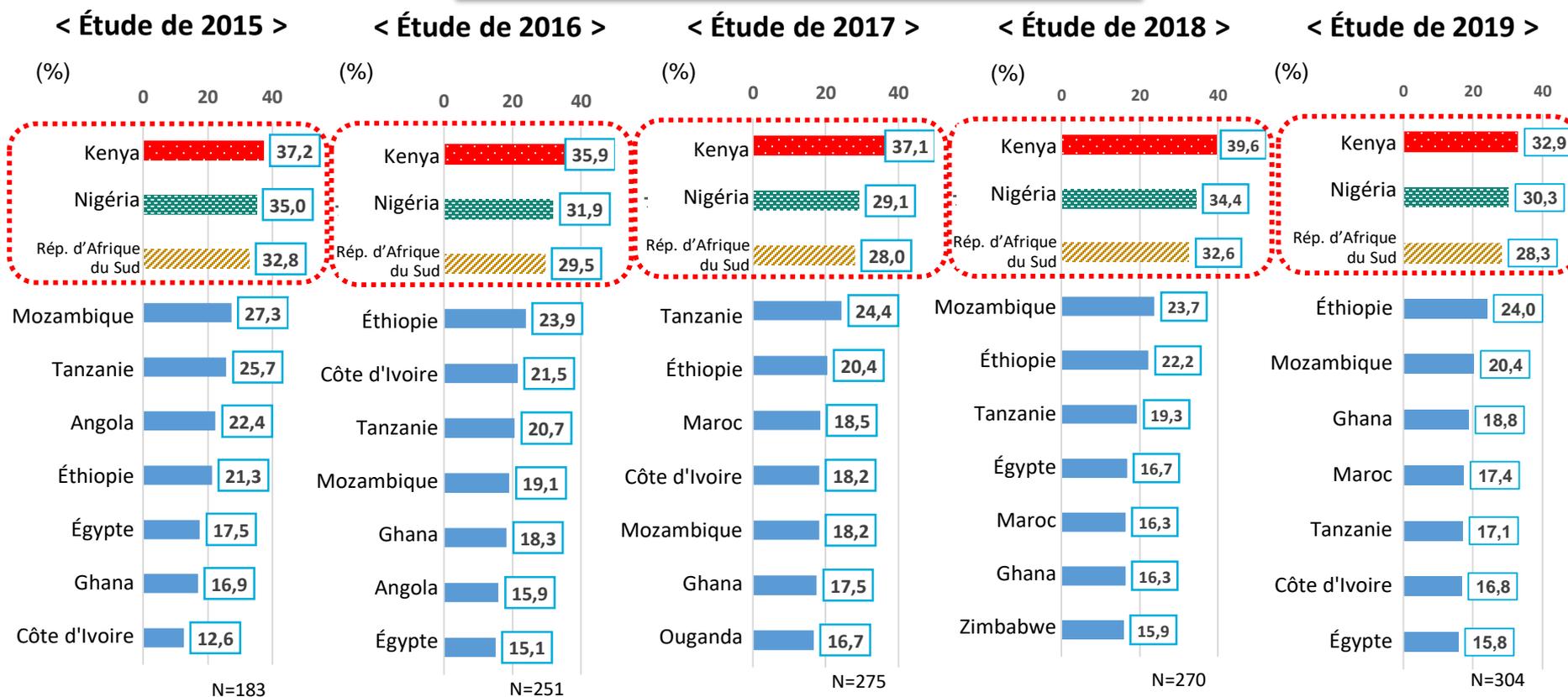


Pays les plus attractifs (1) :

Le Kenya, le Nigéria et l'Afrique du Sud sont les trois pays perçus comme les plus attractifs depuis 5 ans

- Le Kenya, le Nigéria et l'Afrique du Sud se placent depuis 5 ans aux trois premières places des pays perçus comme attractifs.
- L'Éthiopie (de la 5^{ème} à la 4^{ème} place), le Ghana (de la 9^{ème} à la 6^{ème} place) et le Maroc (de la 8^{ème} à la 7^{ème} place) gagnent des places dans le classement des pays perçus comme les plus attractifs.

Évolution des 10 pays les plus attractifs (plusieurs réponses possibles)



Pays les plus attractifs (2) :

Extraits de commentaires d'entreprises à propos des 10 pays les plus attractifs

Pays	Pourcentage (%)	Atouts (commentaires des entreprises)	N=304
1 Kenya	32,9	Partenariat possible avec les nouvelles start-ups en plein boom, accroissement de la demande en infrastructures, potentiel pour le développement de la géothermie, plaque tournante pour l'Afrique de l'Est, économie stable, augmentation de la classe moyenne, croissance de l'industrie automobile, taille et potentiel de croissance du marché	
2 Nigéria	30,3	Taille du marché et augmentation de la population, taille du marché grandement supérieure aux autres pays, potentiel du marché des produits de consommation, augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs, richesse en ressources énergétiques, développement des start-ups, croissance de l'industrie automobile	
3 Rép. d'Afrique du Sud	28,3	Centre économique, industriel et d'exportation de l'Afrique, pays subsaharien le plus développé, développement correct des infrastructures, richesse des ressources minières, bonne capacité industrielle visible dans le développement de l'industrie automobile, marché le plus mature d'Afrique, développement du marché de consommation	
4 Éthiopie	24,0	Augmentation de la population, main-d'œuvre bon marché, électricité bon marché, augmentation du nombre d'entreprises implantées dans l'industrie textile, développement de l'industrie légère, réformes mises en place par le premier ministre Abiy Ahmed, privatisation des entreprises d'État	
5 Mozambique	20,4	Premières réserves estimées de gaz naturel au monde, accroissement de la demande en infrastructures et en installations électriques, potentiel de développement économique	
6 Ghana	18,8	Stabilité politique, économique et législative, pays relativement sûr, libéralisation de l'économie, bon environnement pour l'entrepreneuriat, plaque tournante de l'Afrique de l'Ouest, accroissement et potentiel de développement du marché, augmentation de la classe moyenne, développement de la politique automobile	
7 Maroc	17,4	Développement de l'industrie automobile, centre industriel et d'exportation en tant que pays important d'Afrique du Nord, point d'entrée dans le marché européen, point d'entrée dans le marché africain, pays sûr et stabilité de l'environnement des affaires, mise en place de mesures pour les investissements étrangers et transparence des mécanismes d'investissement, accroissement de la demande en infrastructures	
8 Tanzanie	17,1	Développement des infrastructures, accroissement de la demande en électricité, développement économique lié à l'utilisation des ressources naturelles, potentiel de croissance	
9 Côte d'Ivoire	16,8	Pays important de l'Afrique francophone, point d'entrée vers les pays à l'intérieur du continent, accroissement de la demande en infrastructures, amélioration de la sécurité, potentiel de croissance économique, relativement bonnes infrastructures	
10 Égypte	15,8	Très grand marché de consommation, marché dynamique malgré sa maturité, augmentation de la population, plaque tournante régionale, très bonne géographie, développement de nouvelles zones urbaines de grande taille, accroissement de la demande en infrastructures liée à l'urbanisation, développement des ressources naturelles	

Pays les plus attractifs (3) :

Extraits de commentaires d'entreprises à propos des pays les plus attractifs ayant un classement inférieur à la 11^e place

	Pays	Pourcentage (%)	Atouts (commentaires des entreprises)
11	Ouganda	13,8	Croissance de la demande en infrastructures, développement du marché des produits de consommation dû à l'augmentation de la population
12	Angola	10,5	Développement de l'économie soutenu par l'industrie pétrolière, potentiel de croissance, demande soutenue en infrastructures
13	Zambie	8,9	Fort potentiel des industries agricoles, opportunités pour les entreprises soutenues par l'APD, richesse en ressources naturelles, potentiel de croissance du marché
14	Algérie	8,6	Développement de l'industrie automobile, richesse en ressources naturelles, attentes envers l'accroissement de la population et la croissance économique, amélioration de l'environnement de l'investissement apportée par un nouveau gouvernement et une nouvelle politique
15	Rwanda	8,2	Pays à la pointe dans le domaine des technologies de l'information, développement des infrastructures, opportunités pour les entreprises soutenues par l'APD, sécurité, potentiel de croissance économique
16	Maurice	7,6	Stabilité du système législatif et de l'économie, bon développement des infrastructures, centre financier et de distribution pour l'Afrique
17	Zimbabwe	7,6	Potentiel de croissance, augmentation de la demande en infrastructures, main d'œuvre qualifiée
18	Madagascar	6,6	Augmentation de la demande en infrastructures, développement des ports, opportunités pour les entreprises soutenues par l'APD, développement des ressources minières
19	Rép. démocratique du Congo	5,3	Riche en ressources naturelles, croissance de la population et taille du marché
20	Cameroun	3,6	Industrie forestière, opportunités pour les entreprises du secteur de la santé, taille du marché



Département des études internationales
Service du Moyen-Orient et de l'Afrique
Ark Mori Building 6F, 12-32, Akasaka 1-
chome, Minato-ku
Tokyo 107-6006
Tél. : 03-3582-5180
Fax : 03-3587-2485
E-MAIL : ORH@jetro.go.jp

[Clause de non-responsabilité]

L'utilisation des informations contenues dans le présent rapport est soumise au jugement et à la responsabilité de l'utilisateur. JETRO apporte tout son soin à fournir des informations aussi exactes que possible. En cas de préjudice lié à l'usage qui pourrait être fait des informations présentées dans ce rapport, JETRO ne saurait en assumer la responsabilité. Nous vous remercions de votre compréhension.